

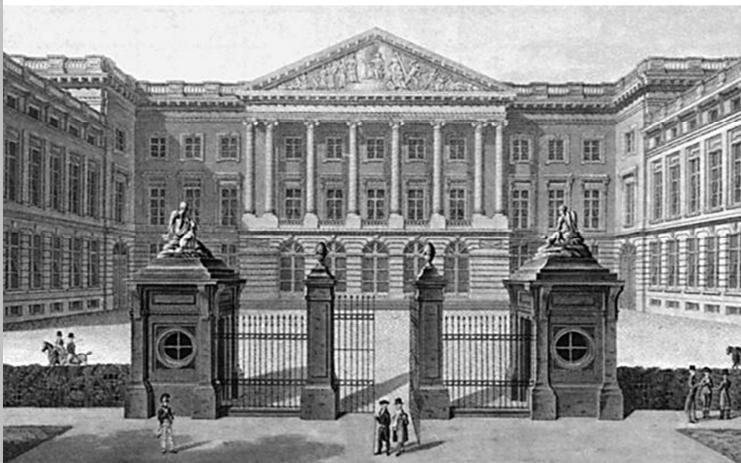
5-130COM

Commission des Relations extérieures et de la Défense

Mercredi 29 février 2012

Séance du matin

Annales



Sénat de Belgique

Session ordinaire 2011-2012

Handelingen

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging

Woensdag 29 februari 2012

Ochtendvergadering

5-130COM

Belgische Senaat
Gewone Zitting 2011-2012

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

| | |
|----------|---|
| CD&V | Christen-Democratisch en Vlaams |
| cdH | centre démocrate Humaniste |
| Ecolo | Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales |
| MR | Mouvement réformateur |
| N-VA | Nieuw-Vlaamse Alliantie |
| Open Vld | Open Vlaamse liberalen en democraten |
| PS | Parti Socialiste |
| sp.a | socialistische partij anders |
| VB | Vlaams Belang |

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

| | |
|---|----|
| Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'attitude et le rôle de la Belgique face aux agissements homophobes au Cameroun» (n° 5-1598) | 4 |
| Demande d'explications de Mme Nele Lijnen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «les conséquences de la fourniture et de la présence d'armes à feu belges en Libye et dans d'autres pays» (n° 5-1747) | 5 |
| Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'augmentation salariale des fonctionnaires européens» (n° 5-1762)..... | 7 |
| Demande d'explications de Mme Nele Lijnen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la recherche d'armes en Libye» (n° 5-1778) | 9 |
| Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la législation antipiratage controversée aux États-Unis» (n° 5-1792)..... | 11 |
| Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la représentation permanente des talibans au Qatar» (n° 5-1798)..... | 13 |
| Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «le procès de l'ancien dirigeant égyptien Hosni Moubarak» (n° 5-1804) | 14 |
| Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «les modifications de la constitution hongroise relatives au mariage» (n° 5-1813)..... | 16 |
| Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la rencontre avec l'opposition syrienne» (n° 5-1843) | 17 |
| Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'extradition de Hissène Habré vers la Belgique» (n° 5-1844) | 20 |

Inhoudsopgave

| | |
|---|----|
| Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de houding en rol van België naar aanleiding van het homofoobe optreden in Kameroen» (nr. 5-1598)..... | 4 |
| Vraag om uitleg van mevrouw Nele Lijnen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de impact van de levering en de aanwezigheid van Belgische vuurwapens in Libië en in andere landen» (nr. 5-1747) | 5 |
| Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de loonsverhoging van de Europese ambtenaren» (nr. 5-1762) | 7 |
| Vraag om uitleg van mevrouw Nele Lijnen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «het opsporen van wapentuig in Libië» (nr. 5-1778) | 9 |
| Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de omstreden antipiraterijwetgeving in de Verenigde Staten» (nr. 5-1792) | 11 |
| Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de permanente vertegenwoordiging van de taliban in Qatar» (nr. 5-1798) | 13 |
| Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «het proces tegen de voormalige Egyptische leider Hosni Moebarak» (nr. 5-1804)..... | 14 |
| Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de Hongaarse grondwetswijzigingen met betrekking tot het huwelijk» (nr. 5-1813) | 16 |
| Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de ontmoeting met de Syrische oppositie» (nr. 5-1843) | 17 |
| Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de uitlevering van Hissène Habré aan België» (nr. 5-1844) | 20 |

Présidence de M. Frank Boogaerts*(La séance est ouverte à 10 h 30.)*

Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'attitude et le rôle de la Belgique face aux agissements homophobes au Cameroun» (n° 5-1598)

M. Piet De Bruyn (N-VA). – La problématique des comportements homophobes au Cameroun a déjà été exposée auparavant. Ces derniers mois, les violences n'ont fait que s'intensifier et les arrestations sont devenues de plus en plus fréquentes. Ainsi, il y a quelques mois, trois Camerounais ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de 5 ans et à une amende considérable, uniquement à cause de leur orientation sexuelle. Selon Human Rights Watch, une peine de prison équivaut souvent dans les faits à une condamnation à mort pour les homosexuels en Afrique, à cause des actes de violence et des sévices sexuels affreux que leurs codétenus leur infligent.

Notre pays entretient de bonnes relations avec le Cameroun. Il y a eu par le passé une coopération gouvernementale sous différentes formes et nous y sommes encore fortement impliqués grâce à différentes ONG. La Belgique et le Cameroun étant actuellement membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, il serait peut-être logique de passer par cet organe pour demander des actions. Les membres ne s'engagent pas seulement à respecter les droits de l'homme dans leur pays, mais aussi à promouvoir le respect de ces droits dans le monde entier. Par le passé, la Belgique a déjà pris plusieurs initiatives en ce sens, notamment par rapport à la problématique en Ouganda. Une action du même ordre relative aux problèmes au Cameroun est donc opportune.

Concrètement, j'aimerais poser les questions suivantes au ministre.

Le ministre a-t-il déjà mené des actions aux niveaux national et européen auparavant ?

Le ministre a-t-il l'intention de mettre la problématique des comportements homophobes au Cameroun à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et du Conseil européen des ministres des Affaires étrangères ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Mes collaborateurs suivent activement la situation au Cameroun. Comme vous le savez, comme pour mes prédécesseurs, les droits de l'homme font partie de mes priorités. La dériminalisation de l'homosexualité et la défense des droits des lesbos-gays en font en tout cas partie.

En ce qui concerne le Cameroun, la Belgique a invité les partenaires européens à prendre une initiative commune afin d'exprimer notre inquiétude. La majorité des partenaires européens qui sont présents au Cameroun ont cependant décidé de d'abord envoyer une lettre officielle et d'en

Voorzitter: de heer Frank Boogaerts*(De vergadering wordt geopend om 10.30 uur.)*

Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de houding en rol van België naar aanleiding van het homofobe optreden in Kameroen» (nr. 5-1598)

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – In het verleden werd al eerder gewezen op de problematiek van homofoob optreden in Kameroen. De afgelopen maanden werden de geweldplegingen alleen maar intenser en de aanhoudingen frequenter. Zo werden enkele maanden geleden drie Kameroeners tot een gevangenisstraf van 5 jaar en een aanzienlijke geldboete veroordeeld, enkel en alleen wegens hun seksuele geaardheid. Volgens Human Rights Watch staat een gevangenisstraf voor homoseksuelen in Afrika vaak gelijk aan een feitelijke doodstraf, omdat ze in de gevangenis grove gewelddaden en seksuele mishandeling door medegevangenen moeten doorstaan.

Ons land heeft wat met Kameroen, als ik het zo mag zeggen. In het verleden waren er vormen van gouvernementele samenwerking en ook vandaag is er nog een aanzienlijke betrokkenheid via verschillende ngo's. Maar misschien wel het meest logische aanknopingspunt om nu om actie te vragen is wel dat België en Kameroen op dat ogenblik lid zijn van de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties. Dat lidmaatschap gaat niet alleen gepaard met een engagement om de mensenrechten in eigen land te respecteren, maar ook om het respect voor de mensenrechten wereldwijd te versterken. In het verleden heeft België op dat punt al verscheidene initiatieven genomen. Ik verwijst dan onder andere naar de problematiek in Oeganda. Een gelijkaardig optreden in verband met de problemen in Kameroen is dus raadzaam.

Concreet heb ik voor de minister volgende vragen.

Is de minister naar aanleiding van eerdere signalen al in actie gekomen op nationaal en Europees niveau?

Zal/wil de minister de problematiek van homofoob optreden in Kameroen aankaarten in de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties en de Europese Raad voor ministers van Buitenlandse Zaken?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Mijn medewerkers volgen de situatie in Kameroen actief. Zoals u weet liggen mijn prioriteiten op het vlak van mensenrechten in dezelfde lijn als die van mijn voorgangers. Het decriminaliseren en verdedigen van homoseksuelen hoort daar in ieder geval bij.

Inzake Kameroen heeft België de EU-partners verzocht om een gezamenlijk initiatief te nemen om onze bezorgdheid te uiten. Het merendeel van de EU-partners die in Kameroen aanwezig zijn, hebben echter besloten eerst een formele brief te sturen en het antwoord daarop af te wachten. Indien dat

attendre la réponse. Si cette réponse n'arrive pas ou si elle ne répond pas à nos attentes, nous procéderons, avec les partenaires européens, à une autre action.

Au Conseil des droits de l'homme, la Belgique a activement plaidé pour l'organisation d'un débat au cours de la prochaine session, en mars 2012. À la suite de ce débat, les Nations Unies ont publié, juste avant Noël, un rapport fournissant un aperçu de la criminalisation des lesbogays dans le monde. Il s'agit du premier rapport officiel des Nations Unies à ce sujet et il nous donne d'autres arguments pour mener le débat au Conseil des droits de l'homme. Demain, à Genève, j'en toucherai aussi un mot. Mes déclarations s'inscrivent dans la ligne de celles de mes prédécesseurs dans ce débat.

Au Conseil européen des Ministres des Affaires étrangères, cette question n'est pas à l'ordre du jour. Le sujet a par contre été discuté dans les groupes de travail du Conseil à un niveau d'expert. Dans ces groupes, on a décidé de porter une attention particulière à ce sujet durant la préparation des élections locales et de mettre le point à l'ordre du jour du prochain dialogue UE-Cameroun sur les droits de l'homme.

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Je remercie le ministre de sa réponse. Nous aurons certainement d'autres échanges de vue sur ce thème à l'avenir. J'apprécie énormément que le ministre poursuive une politique active de défense des droits des lesbogays. Je n'en attendais pas moins, mais cela fait plaisir à entendre. Il trouvera d'ailleurs beaucoup de partisans de cette cause au parlement.

Demande d'explications de Mme Nele Lijnen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «les conséquences de la fourniture et de la présence d'armes à feu belges en Libye et dans d'autres pays» (n° 5-1747)

Mme Nele Lijnen (Open Vld). – En février déjà, la presse annonçait qu'il était possible que des armes de fabrication belge soient utilisées en Libye contre les combattants de la liberté. En juin 2009, le gouvernement régional wallon, certes en affaires courantes, approuvait un contrat de 11,5 millions d'euros entre la FN Herstal et le gouvernement libyen pour la livraison d'armes, suscitant ainsi des protestations dans notre pays. La livraison comprenait : des armes de poing ; 367 fusils de type F2000 ; 367 P90, 367 pistolets 5.7 ; 50 pistolets de luxe ; 30 Minimi ; 22 000 projectiles pour mitrailleurs légers et des munitions à concurrence de 1,134 millions pour ces armes. Le ministre-président Rudy Demotte a demandé à l'ambassadeur de Belgique à Tripoli de lui communiquer des informations permettant de vérifier le « risque d'utilisation » des armes wallonnes lors de la répression de l'opposition en Libye.

Dans ce cadre, je voudrais soumettre au ministre les questions suivantes.

Le ministre a-t-il déjà reçu de l'ambassade belge des informations sur l'utilisation d'armes belges contre les

antwoord niet komt of niet op onze verzuuchtingen ingaat, zullen we, samen met de EU-partners, tot bijkomende actie overgaan.

In de Mensenrechtenraad heeft België actief gepleit voor het organiseren van een paneldebat tijdens de volgende sessie in maart 2012. Naar aanleiding van dat debat publiceerde de VN net voor Kerstmis een rapport dat een overzicht geeft van de criminalisering van holebi's wereldwijd. Het is het eerste officiële VN-rapport over dit onderwerp en het geeft ons bijkomende argumenten om het debat in de Mensenrechtenraad te voeren. Morgen in Genève zal ik daarover ook iets zeggen. Dat ligt in de lijn van de verklaringen van mijn voorgangers in dit debat.

In de Europese Raad van ministers van Buitenlandse Zaken staat deze kwestie niet op de agenda. Het onderwerp wordt wel besproken in de raadswerkgroepen op expertniveau. Daar werd besloten om vooral alert te zijn op dit onderwerp in aanloop naar de lokale verkiezingen en het punt op de agenda van de volgende mensenrechtendialoog EU-Kameroen te zetten.

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Ik dank de minister voor zijn antwoord. We zullen later zeker nog de gelegenheid krijgen om over dit thema van gedachten te wisselen. Ik waardeer het ten zeerste dat de minister de actieve bezorgdheid voor holebirechten voortzet. Niet dat ik iets anders had verwacht, maar het doet deugd het te horen. Hij zal daarvoor in het parlement trouwens vele medestanders vinden.

Vraag om uitleg van mevrouw Nele Lijnen aan de vice-earsteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de impact van de levering en de aanwezigheid van Belgische vuurwapens in Libië en in andere landen» (nr. 5-1747)

Mevrouw Nele Lijnen (Open Vld). – Reeds in februari meldde de pers dat er tegen de vrijheidsstrijders in Libië mogelijk wapens van Belgische makelij werden gebruikt. In juni 2009 keurde de toenmalige Waalse gewestregering, weliswaar in lopende zaken, een contract goed tussen FN Herstal en de Libische overheid voor de levering van wapens ten belope van 11,5 miljoen euro. Dat leidde toen tot protesten in ons land. De levering omvatte: handwapens; 367 geweren van het F2000-type; 367 P90's; 367 pistolen 5.7; 50 luxe pistolen; 30 Minimi's; 22 000 granaten voor lichte mitrailleurs en voor 1,134 miljoen aan munitie voor deze wapens. Waals minister-president Rudy Demotte vroeg de Belgische ambassadeur in Tripoli om informatie over te maken die het mogelijk moest maken ‘het risico op gebruik’ van Waalse wapens tijdens het neerslaan van protesten in Libië na te gaan.

In dit kader had ik de minister graag volgende vragen voorgelegd.

Heeft de minister van de Belgische ambassade al informatie gekregen over het gebruik van Belgische wapens tegen de

rebelles en Libye et dans l'affirmative, peut-il fournir des précisions ?

A-t-il appris, par d'autres sources, que des armes belges avaient été utilisées contre les rebelles libyens ? Des vidéos qui en témoignent circuleraient sur le net. Le ministre dispose-t-il d'informations supplémentaires en la matière et peut-il fournir des précisions ?

Comment évalue-t-il l'influence sur notre politique étrangère des conséquences de la livraison d'armes belges à certains régimes ? Une adaptation de la politique en matière de licences d'exportation pour les armes à feu et armes de guerre est-elle nécessaire et le ministre compte-t-il en délibérer avec les régions ? Peut-il fournir des précisions ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Je n'ai reçu aucune information sur l'utilisation d'armes belges contre les rebelles en Libye. Mon prédécesseur a fait savoir au ministre-président wallon, qui avait demandé à l'ambassade belge de recueillir des renseignements à ce sujet, que les tâches urgentes et prioritaires dont l'évacuation de compatriotes de la zone du conflit, empêchaient notre ambassade d'exécuter cette mission complexe et potentiellement dangereuse.

Je ne peux pas me prononcer sur d'éventuelles informations non contrôlées émanant d'autres sources concernant l'utilisation d'armes belges contre les rebelles en Libye.

Les exportations d'armes sont régies par la loi du 5 août 1991 dans notre pays ainsi que par la loi spéciale du 12 août 2003 qui confie aux régions la compétence en matière de licences d'exportation d'armes. J'attire votre attention sur l'accord de coopération du 17 mars 2007 qui règle les relations entre les régions et le SPF Affaires étrangères en cette matière. Une pratique de consultation régulière s'est développée sur cette base et les régions ont également pu s'intégrer dans les structures européennes de concertation. L'accord de coopération prévoit des dispositifs spécifiques visant à élargir la concertation en cas d'exportations vers des pays sensibles.

Au cours de notre visite à Tripoli, j'ai dit que la Belgique allait contribuer financièrement à une opération spécifique en coopération avec des partenaires afin de procéder au retrait des armes de Libye. Cela vise en premier lieu l'armement lourd. Nous essayons de coopérer avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Canada en la matière.

Mme Nele Lijnen (Open Vld). – Il me paraît étonnant qu'un ministre-président wallon demande à nos ambassades d'effectuer des recherches. Cela doit quand même toujours se faire en concertation avec le ministre des Affaires étrangères.

Il est bon de veiller, avec les États-Unis et d'autres pays, à ce que les armes plus lourdes soient repérées mais je signale que des armes légères, de fabrication belge et qui peuvent être mortelles, circulent également en Libye. J'espère dès lors qu'un deuxième objectif sera ajouté.

Un accord sera-t-il éventuellement conclu afin que la Région wallonne participe financièrement à la mission ?

opstandelingen in Libië en zo ja kan hij dat gedetailleerd toelichten?

Heeft de minister uit andere bronnen weet van het gebruik van Belgische vuurwapens tegen Libische opstandelingen? Er zouden filmpjes circuleren op het internet die dat aantonen. Heeft de minister daarover meer informatie en kan hij die toelichten?

Hoe evalueert de minister de invloed op ons buitenlands beleid van de gevolgen van de levering van Belgische vuurwapens aan bepaalde regimes? Is bijsturing van het beleid inzake exportlicenties voor vuurwapens en oorlogswapens noodzakelijk en wil de minister hierover overleggen met de gewesten? Kan hij dat nader toelichten?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Ik heb geen informatie gekregen over het gebruik van Belgische wapens tegen de opstandelingen in Libië. Mijn voorganger liet de Waalse minister-president, die de Belgische ambassade had gevraagd hierover informatie te verzamelen, weten dat de urgente en prioritaire taken, waaronder de evacuatie van landgenoten uit het conflictgebied, het voor onze ambassade onmogelijk maakten om deze complexe en potentieel gevaarlijke opdracht uit te voeren.

Ik kan mij niet uitspreken over eventuele ongecontroleerde informatie uit andere bronnen over het gebruik van Belgische wapens tegen de opstandelingen in Libië.

Op de wapenuitvoer is in ons land de wet van 5 augustus 1991 van toepassing en ook de bijzondere wet van 12 augustus 2003 die de bevoegdheid inzake wapenuitvoervergunningen bij de gewesten legt. Tevens wijs ik op het samenwerkingsakkoord van 17 maart 2007 dat de relatie tussen de gewesten en de FOD Buitenlandse Zaken in deze materie regelt. Op basis hiervan is een praktijk van geregeld overleg gegroeid en konden de gewesten zich ook inpassen in de Europese overlegstructuren. Het samenwerkingsakkoord voorziet in specifieke mogelijkheden voor meer uitgebreid overleg in geval van export naar gevoelige landen.

Tijdens ons bezoek aan Tripoli heb ik gezegd dat België financieel zal bijdragen aan een specifieke operatie, in samenwerking met partners, om wapens uit de dorpen en steden van Libië weg te halen. Het gaat daarbij in de eerste plaats om het grote wapentuig. We proberen ter zake samen te werken met de Verenigde Staten, Groot-Brittannië, Frankrijk, Duitsland en Canada.

Mevrouw Nele Lijnen (Open Vld). – Ik vind het opmerkelijk dat een Waals minister-president onze ambassades om een onderzoek vraagt. Dat moet toch altijd gebeuren in samenspraak met de minister van Buitenlandse Zaken.

Het is goed om, samen met de Verenigde Staten en andere landen, ervoor te zorgen dat de grotere wapens worden opgespoord, maar ik wil er toch op wijzen dat er in Libië ook kleine vuurwapens van Belgische makelij circuleren die ook dodelijk kunnen zijn. Ik hoop dan ook dat aan de operatie een tweede doelstelling zal worden toegevoegd.

Wordt er eventueel een overeenkomst gesloten om het Waals

Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'augmentation salariale des fonctionnaires européens» (n° 5-1762)

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Depuis le 1^{er} janvier 2012, les 44 000 fonctionnaires européens auraient droit à une augmentation salariale de 1,7 pour cent. Cette augmentation résulte de la méthode de calcul utilisée pour l'adaptation salariale annuelle des fonctionnaires, une méthode qui se base sur l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, en Belgique et dans sept autres pays d'Europe occidentale, ainsi que sur le coût de la vie à Bruxelles. Une majorité au sein du Conseil européen estime une telle augmentation inappropriée en raison de la crise économique. La Commission européenne refuse cependant d'invoquer la clause d'exception qui permet de renoncer à l'adaptation automatique dans des circonstances économiques particulières. C'est pourquoi le Conseil européen a décidé de saisir la Cour européenne de justice pour contester l'augmentation salariale.

La Belgique, avec six autres États membres, a raté une occasion en s'abstenant lors du vote. Au moment où l'on impose des économies, des réformes et des augmentations de taxes à la population belge et européenne, notre pays aurait pu envoyer un signal fort demandant que chacun apporte son obole pour résoudre la crise actuelle. L'ancien ministre des Affaires étrangères Vanackere a laissé échapper qu'il trouvait gênant que des gens qui, sans aucun doute, travaillent dur mais ne peuvent pas prétendre qu'ils sont mal payés, continuent à revendiquer ces priviléges.

Pourquoi la Belgique s'est-elle abstenue lors du vote ?

M. Bert Anciaux (sp.a). – La question de M. De Bruyn est pertinente.

Le ministre peut-il également examiner dans quelle mesure les informations sur les rémunérations des fonctionnaires européens peuvent être communiquées ? L'absence d'échanges d'informations conduit en effet à des abus.

Voici un exemple : les couples dont un des partenaires est fonctionnaire européen et l'autre fonctionnaire belge ou régional perçoivent tous les deux des allocations familiales complètes pour leurs enfants communs, étant donné qu'ils les demandent chacun à leur administration et que les administrations belge et européenne n'échangent pas leur informations. Pareilles situations sont inacceptables. Le fait qu'ils gagnent bien leur vie ne me pose pas problème mais on ne peut tolérer la fraude organisée. Je lance un appel au ministre pour qu'il fasse examiner cette situation.

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires

Gewest voor een deel van de missie mee te laten betalen?

Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de loonsverhoging van de Europese ambtenaren» (nr. 5-1762)

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Vanaf 1 januari 2012 zouden de 44 000 ambtenaren van de Europese Unie recht hebben op een opslag van 1,7 procent. De verhoging vloeit voort uit de methode die is vastgelegd voor de jaarlijkse aanpassing van de ambtenaresalarissen. De berekeningsmethode is gebaseerd op de evolutie van de koopkracht van ambtenaren in België en in zeven andere West-Europese lidstaten en op de levensduurte in Brussel. Binnen de Europese Raad vindt een meerderheid van de lidstaten een dergelijke loonsverhoging ongepast wegens de huidige economische crisis. De Europese Commissie weigert echter een beroep te doen op de uitzonderingsmaatregel die bepaalt dat in economisch bijzondere tijden van de automatische aanpassing kan worden afgezien. De Europese Raad heeft daarom besloten om naar het Europees Hof van Justitie te trekken.

België heeft een kans gemist door zich, samen met zes andere lidstaten, te onthouden bij een stemming van de Europese Raad om de loonsverhoging aan te vechten. Op een moment dat de Belgische en de Europese bevolking getroffen wordt door besparingen, hervormingen en belastingverhogingen had ons land een krachtig signaal kunnen uitzenden dat iedereen zijn steentje moet bijdragen om de huidige crisis op te lossen. Ook de voormalige minister van Buitenlandse Zaken Vanackere liet zich ontvallen: ‘Ik vind het storend dat mensen, die ongetwijfeld hard werken, maar niet kunnen beweren dat ze slecht worden betaald, aanspraak blijven maken op die privileges’.

Waarom heeft België zich onthouden bij de stemming om de loonsverhoging aan te vechten bij het Europees Hof voor Justitie?

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De vraag van de heer De Bruyn is terecht.

Kan de minister ook nagaan in hoeverre informatie over vergoedingen aan Europese ambtenaren kan worden overgedragen? Er zijn immers misbruiken bij gebrek aan informatie-uitwisseling.

Ik geef een voorbeeld: koppels waar één partner Europees ambtenaar is en de andere Belgisch of regionaal ambtenaar, krijgen beiden volledige kinderbijslag voor hun gezamenlijke kinderen, omdat ze dat elk bij hun administratie aanvragen en de Europese en Belgische administratie hun gegevens niet onderling uitwisselen. Zulke toestanden zijn onaanvaardbaar. Europese ambtenaren zijn niet bepaald armoedzaaiers. Ik heb er geen probleem mee dat ze goed verdienen, maar georganiseerd misbruik mag niet worden toegelaten. Ik doe een oproep aan de minister om dat te laten onderzoeken.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese

européennes. – La Commission prévoit en effet une hausse salariale de 1,7% en 2012 pour les fonctionnaires européens. Comme l'indique M. De Bruyn, cette augmentation résulte de l'application de l'Annexe XI du statut des fonctionnaires européens. Quelques États membres ont remis en cause cette indexation et demandé l'application de la clause d'exception prévue à l'article 10 de l'Annexe XI du statut. La Commission a indiqué qu'elle ne pouvait invoquer cette clause étant donné que des conditions objectives n'étaient pas réunies. La Commission a cependant fait savoir qu'une application effective de la clause d'exception n'était pas exclue de juillet 2012 à juin 2013 en cas de persistance de la mauvaise conjoncture économique.

Fin décembre 2011, le Conseil de l'Union européenne a adopté une décision du Conseil rejetant la proposition de la Commission d'augmenter le salaire des fonctionnaires européens. Parallèlement, une majorité d'États membres a décidé d'assigner la Commission devant la Cour de Justice pour non-application de la clause d'exception.

La Belgique s'est abstenue sur ces deux points. Le Conseil ne dispose en effet pas d'une compétence d'appréciation pour mettre en œuvre ou rejeter l'augmentation salariale proposée. Le Conseil a déjà été condamné en 2009 par la Cour européenne de justice pour avoir réduit de 50% l'augmentation salariale proposée par la Commission. Le service juridique du Conseil a averti les États membres qu'un nouveau procès était voué à l'échec. La Commission peut difficilement ne pas appliquer ce statut et le principe d'adaptation salariale qui y est prévu. Plutôt que d'introduire une affaire perdue d'avance, notre pays estime que cette question sera réglée plus efficacement sur le plan juridique et institutionnel dans le cadre des négociations en cours sur la réforme du statut.

Le débat sur l'indexation salariale à l'échelon européen est particulièrement compliqué. J'essaie de trouver une position commune à ce sujet au sein du gouvernement. Reste à savoir si nous pouvons contester une indexation salariale au niveau européen alors que nous ne remettons pas vraiment en question l'indexation des salaires en Belgique. Cela me place dans une position difficile ; je reste ouvert à ce débat. Peut-être le Sénat doit-il déposer une résolution à ce sujet.

Quant à la question de M. Anciaux, je demanderai un complément d'information à notre représentant permanent auprès de l'UE. J'attirerai aussi l'attention de mon collègue, M. Crombez, sur ce problème, étant donné qu'il a dans ses attributions la lutte contre la fraude.

M. Piet De Bruyn (N-VA). – *Je comprends qu'il ne soit guère utile de mener un combat juridique perdu d'avance.*

Je retiens que le ministre se trouve dans une position particulièrement difficile s'il plaide, en Europe, pour une adaptation, voire une suppression de l'indexation automatique étant donné qu'il se montre prudent sur ce point en Belgique. Ce débat devient passionnant. Il est en effet curieux que l'on défende, sur la place européenne, une position qui constitue un tabou dans le cadre belge. J'espère que notre groupe contribuera à ce qu'à tout le moins, on fasse tomber ce tabou et qu'on puisse discuter de l'indexation. Je ne préjuge pas du résultat final du débat mais

Zaken. – De Commissie voorziet in 2012 inderdaad in een salarisverhoging voor de Europese ambtenaren van 1,7%. Zoals vermeld door de heer De Bruyn vloeit die verhoging voort uit de toepassing van Bijlage XI van het Statuut van Europese ambtenaren. Enkele lidstaten stelde deze loonindexering in vraag. Ze vroegen de toepassing van de uitzonderingsclausule bepaald in artikel 10 van Bijlage XI van het Statuut. De Commissie toonde aan die uitzonderingclausule niet te kunnen toepassen omdat de voorwaarden daartoe objectief niet zijn vervuld. De Commissie liet daarentegen weten dat een effectieve toepassing van de uitzonderingclausule vanaf juli 2012 tot juni 2013 niet uitgesloten is als de huidige slechte economische situatie voortduurt.

Eind december 2011 nam de Raad van de Europese Unie een Raadsbeslissing aan waarin het Commissievoorstel voor een salarisverhoging voor de EU- ambtenaren werd verworpen. Parallel besliste een meerderheid van lidstaten om de Commissie voor het Hof van Justitie te dagen wegens de niet-toepassing van de uitzonderingclausule.

België heeft zich bij beide punten onthouden. De Raad beschikt namelijk niet over een appreciatiebevoegdheid om de voorgestelde salarisverhoging aan te passen of te verwerpen. De Raad werd in 2009 al eens veroordeeld door het Europees Hof van Justitie omdat het een door de Commissie voorgestelde loonsverhoging met 50% had verminderd. De juridische dienst van de Raad waarschuwde de lidstaten dat een nieuwe rechtszaak tot falen gedoemd is. De Commissie kan bezwaarlijk dit Statuut en het daarin opgenomen principe van loonaanpassing niet toepassen. In plaats van een vooraf verloren zaak in te leiden, is ons land van oordeel dat deze kwestie efficiënter en bovendien juridisch en institutioneel correct wordt geregeld in het kader van de lopende besprekingen over de hervorming van het Statuut.

Het debat over de indexering van de lonen op Europees vlak is zeer ingewikkeld. Ik probeer daarover een gezamenlijk standpunt te krijgen in de regering. De vraag is of we tegen een indexering van de lonen op Europees vlak kunnen pleiten terwijl wij de indexering van de lonen in België niet echt in vraag stellen. Dat brengt me in een moeilijke positie. Ik sta open voor dat debat. Misschien moet de Senaat daarover een resolutie indienen.

Wat de vraag van de heer Anciaux betreft, zal ik meer informatie vragen bij onze permanente vertegenwoordiger bij de Europese Unie. Ik zal ook de aandacht vestigen op dit probleem van mijn collega, de heer Crombez, die fraudebestrijding onder zijn bevoegdheid heeft.

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – *Ik begrijp dat het weinig zin heeft een juridische strijd te voeren als die bij voorbaat verloren is.*

Ik onthoud ook dat de minister zich in een bijzonder moeilijke positie bevindt, als hij in Europa pleit voor een aanpassing, of zelfs een opheffing van de automatische indexering, terwijl hij in België voorzichtig is op dat punt. Dat wordt een boeiend debat. Het is inderdaad een vreemde positie om op een Europees forum een standpunt te verdedigen dat in een Belgische context een groot taboe is. Ik hoop dat onze fractie een bijdrage kan leveren om, op zijn minst, dat taboe te laten sneuvelen en ervoor te zorgen dat het debat over de index kan

j'espère que la majorité et l'opposition pourront discuter de concert. Cela ne peut que renforcer l'implication de notre assemblée.

Demande d'explications de Mme Nele Lijnen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la recherche d'armes en Libye» (n° 5-1778)

Mme Nele Lijnen (Open Vld). – Ma question se limitera aux armes de petit calibre. Je n'ai jamais eu un P90 entre les mains mais il paraît qu'une balle tirée avec cette arme perce les gilets pare-balles. Il est donc essentiel de localiser le plus rapidement possible de telles armes et d'assurer leur traçabilité. C'est également vrai pour les armes de petit calibre. On imagine aisément ce qui se passera si ces armes parviennent dans le circuit illégal international.

Le ministre est-il lui aussi d'avis que la Région wallonne, qui a autorisé l'exportation de ces armes, doit également apporter sa pierre à l'édifice ? La licence d'exportation a en outre été délivrée dans des circonstances troublantes en période d'affaires courantes après les élections de 2009. Comment la Région wallonne sera-t-elle responsabilisée ?

M. Richard Miller (MR). – Dans une réponse précédente, le ministre a indiqué que la Belgique envisageait de contribuer, avec nos partenaires américains, à l'extraction des armes de gros calibre. Il a ajouté que les petites armes n'étaient pas concernées.

Cela étant, je reconnaissais que notre collègue a mis le doigt sur des éléments importants. La licence d'exportation a été accordée à un moment où il n'y avait pas de contrôle parlementaire possible. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Conseil d'État a cassé cette décision, ce qui pose quand même un problème qui, relevant de la Région wallonne, a été mis à l'ordre du jour du gouvernement wallon.

Un autre élément mérite toute notre attention, à savoir que la Région wallonne étant actionnaire de la FN, cette dernière est une entreprise publique.

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Je me suis rendu en Libye voici quelques semaines et je vous donnerai donc plus de détails sur notre action dans ce pays.

Je répondrai d'abord à la question de Mme Lijnen. La dispersion incontrôlée de l'arsenal libyen pose un problème potentiel de sécurité. C'est souvent le cas à la fin d'un conflit, qu'il soit interne ou international. En Libye, l'ampleur considérable de l'arsenal d'armes et le niveau de sophistication de celles-ci rend ce problème particulièrement aigu. Les missiles antichars et les MANPADS, des missiles portables, par exemple, constituent une menace spécifique.

Dans ce contexte, les armes fournies par la Belgique ne représentent qu'une part marginale du problème. Les autorités libyennes ne m'ont d'ailleurs pas interrogé à ce

worden gevoerd. Ik loop niet vooruit op het uiteindelijke resultaat van het debat, maar ik hoop dat de meerderheid en de oppositie samen kunnen debatteren. Dat kan de betrokkenheid van deze assemblée alleen maar verhogen.

Vraag om uitleg van mevrouw Nele Lijnen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «het opsporen van wapentuig in Libië» (nr. 5-1778)

Mevrouw Nele Lijnen (Open Vld). – Aangezien bepaalde elementen uit mijn vraag al aan bod zijn gekomen, zal ik mij beperken tot de kleine wapens. Ik heb nog nooit een P90 in handen gehad, maar dat wapen zou kogelwerende vesten doorboren. Het is dan ook van essentieel belang dergelijke wapens zo snel mogelijk te lokaliseren en te traceren. Dat moet ook gebeuren met de kleine vuurwapens. Ik hoef er geen tekening bij te maken wat er zal gebeuren als die terechtkomen in het internationale illegale circuit.

Is de minister het ermee eens dat ook het Waals Gewest zijn steentje hieraan moet bijdragen, aangezien dat groen licht heeft gegeven voor de exportlicentie van deze wapens? Dat gebeurde bovendien in min of meer bizarre omstandigheden, meer in het bijzonder in de periode van lopende zaken na de verkiezingen van 2009. Hoe zal het Waals Gewest worden geresponsabiliseerd?

De heer Richard Miller (MR). – Op een vorige vraag heeft de minister geantwoord dat België overwoog om samen met zijn Amerikaanse partners de zware wapens uit Libië te helpen weg te halen. Hij heeft eraan toegevoegd dat een en ander geen betrekking heeft op lichte wapens.

Ik geef toe dat onze collega de vinger op de wonde plek heeft gelegd. De uitvoervergunning is toegekend op een ogenblik dat er geen parlementaire controle mogelijk was. Om die reden overigens heeft de Raad van State de beslissing vernietigd. Daardoor is een probleem gerezen dat, aangezien het Waals Gewest hiervoor bevoegd is, op de dagorde van de Waalse regering is beland.

Voorts mogen we evenmin uit het oog verliezen dat het Waals Gewest aandeelhouder is van het overheidsbedrijf FN.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Ik zal u, naar aanleiding van mijn bezoek aan Libië van enkele weken geleden, ook meer details geven over onze actie in Libië.

Erst de vraag van mevrouw Lijnen. De ongecontroleerde verspreiding van het Libische wapenarsenaal vormt een potentieel veiligheidsprobleem. Dat is vaak het geval aan het einde van elk conflict, zowel van interne als van internationale aard. Het probleem in Libië wordt echter bijzonder scherp door de enorme omvang van het arsenaal aan wapens en het geavanceerde niveau van het materieel, bijvoorbeeld antitankraketten, explosieven en MANPADS, dat zijn individueel hanteerbare raketten die een zeer specifieke bedreiging vormen.

In die context zijn de wapens die door België geleverd zijn

sujet.

Il ne s'agit d'ailleurs pas d'armes lourdes et leur nombre est faible en comparaison avec le nombre de kalachnikovs, par exemple, qui circulent illégalement en Afrique (plus de 30 millions). De plus, les armes belges se distinguent par un marquage précis qui garantit la traçabilité conformément à l'instrument international des Nations unies à ce sujet.

C'est avant tout aux autorités libyennes qu'il appartient de contrôler les armes fournies par la Belgique ; elles doivent tenir compte à cet égard de la garantie inscrite dans le contrat : les armes ne peuvent quitter la Libye sans autorisation préalable de la Belgique. Je veillerai à ce que le nouveau gouvernement libyen soit bien conscient de cette obligation. Le problème majeur à l'heure actuelle est que les autorités libyennes sont matériellement incapables de contrôler correctement les armes présentes sur leur territoire. Il est donc souhaitable que nous les aidions à récupérer et à enregistrer le plus grand nombre d'armes possible.

Différents projets en ce sens sont en cours mais nécessiteront un certain temps vu la situation sur le terrain. Le projet de l'Allemagne en est un exemple. Il vise plus spécifiquement les armes livrées par l'Allemagne mais a un champ d'application général et met l'accent sur la sécurisation des MANPADS, qui n'ont pas été fournis par l'Allemagne.

Mes services ont étudié la contribution que la Belgique peut apporter à un programme de désarmement et d'enregistrement des armes en Libye. Nous pouvons apporter notre contribution en nous alliant aux projets soutenus par nos partenaires ou développés dans le cadre d'une action commune de l'Union européenne. J'ai d'ores et déjà décidé d'accorder un montant de près de 225 000 euros à un projet international visant à lever la menace que font peser les MANPADS.

La participation éventuelle de la Belgique ou de la Région wallonne à l'un ou l'autre projet n'est nullement liée à une obligation juridique ou morale. La Belgique collabore traditionnellement à la stabilisation des pays sortant d'un conflit, dans l'intérêt de tous. Toute contribution à un projet en Libye est précédée d'une analyse approfondie des besoins et des priorités. Elle se fait généralement en collaboration avec l'Union européenne et avec d'autres partenaires mais il faut bien sûr que nous puissions compter sur le soutien de la Libye.

Mme Nele Lijnen (Open Vld). – Je remercie M. Miller pour son apport au débat. Chacun sait que la Région wallonne est actionnaire à 100% de la fabrique d'armes de Herstal.

Le ministre déclare qu'une collaboration est en place et que l'objectif est la traçabilité des armes. Il ajoute que les armes belges ne représentent qu'une petite partie mais là n'est pas la question. J'ai appris que des armes belges étaient tombées entre les mains de mouvements terroristes.

een marginaal deel van het probleem. De Libische overheid heeft me daar tijdens mijn bezoek trouwens ook geen vragen over gesteld.

Het gaat overigens niet om zware wapens. Om een idee te geven over de omvang, zou ik bepaalde bronnen kunnen citeren die het totaal aantal wapens van eenzelfde type, vooral de Kalasjnikovs die in Afrika illegaal circuleren, ramen op meer dan 30 miljoen. De Belgische wapens onderscheiden zich bovendien door een duidelijke markering die de tracing, op basis van het internationale VN-instrument ter zake, perfect mogelijk maakt.

De controle over de door België geleverde wapens is in eerste instantie een taak van de Libische overheid, die daarbij rekening moet houden met de contractueel bedongen garantie dat deze wapens zonder de toestemming van België niet opnieuw uit Libië kunnen worden uitgevoerd. Ik zal erop toezien dat de nieuwe Libische regering zich terdege rekenschap geeft van deze verplichting. Het grootste probleem op dit ogenblik is dat de Libische autoriteiten de wapens op het Libische grondgebied materieel onmogelijk op afdoende wijze kunnen controleren. Het is dan ook wenselijk dat we de Libische autoriteiten helpen bij het recupereren en registreren van zoveel mogelijk wapens.

Er lopen ter zake verscheidene projecten, maar deze inspanningen zullen de nodige tijd vergen, gelet op de toestand op het terrein. Het project van Duitsland is daar een voorbeeld van. Het is niet specifiek toegespitst op de wapens die door Duitsland zijn geleverd, maar heeft een algemeen toepassingsveld, waarbij het accent wordt gelegd op het veilig stellen van MANPADS, die geenszins door Duitsland zijn geleverd.

Mijn diensten hebben bestudeerd welke bijdrage België kan leveren aan een programma van ontwapening en wapenregistratie in Libië. Dat is mogelijk door aan te sluiten bij projecten die al worden gesteund door enkele partners of in het kader van een gemeenschappelijke actie van de Europese Unie. Ik heb alvast beslist om een bedrag van ongeveer 225 000 euro te verlenen aan een internationaal project dat bijdraagt aan het oplossen van de bedreiging uitgaande van MANPADS.

De vraag naar een eventuele deelname van België of van het Waals Gewest in een of ander project heeft niets te maken met een juridische of morele verplichting. België heeft een traditie van samenwerking bij het stabiliseren van landen aan het einde van een conflict, in het belang van iedereen. Het vastleggen van een bijdrage voor een project in Libië gebeurt steeds op basis van een diepgaande analyse van de behoeften en prioriteiten. Dat gebeurt dus meestal in samenwerking met de Europese Unie en met andere partners, maar uiteraard moeten we daarbij ook kunnen rekenen op de steun van Libië.

Mevrouw Nele Lijnen (Open Vld). – Ik dank de heer Miller voor zijn extra input. Iedereen geeft er zich hier rekenschap van dat het Waals Gewest voor 100% aandeelhouder is van de wapenfabriek in Herstal.

De minister verklaart dat er wordt samengewerkt en dat het de bedoeling is de wapens te traceren. Hij voegt eraan toe dat de Belgische wapens daar slechts een klein deel van uitmaken, maar dat doet er volgens mij niet toe. Ik heb immers vernomen dat Belgische wapens in handen zijn gevallen van

Le ministre n'a pas répondu à ma question sur la responsabilisation de la Région wallonne et sur la contribution financière qu'elle apportera éventuellement pour permettre la localisation et le traçage des armes en Libye.

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la législation antipiratage controversée aux États-Unis» (n° 5-1792)

M. Bert Anciaux (sp.a). – Ma question est quelque peu dépassée puisque les deux propositions concernées ont été retirées à la suite des protestations de la communauté internationale et des citoyens des États-Unis. Une partie d'internet a interrompu ses activités le 18 janvier.

Les législations en question que rejette la communauté virtuelle, le Stop Online Piracy Act (SOPA) et le Protect Intellectual Property Act (PIPA), renferment des mesures radicales tendant à réprimer les violations des droits d'auteur. Selon ces propositions, tous les sites soupçonnés de violer les droits d'auteur ou faisant l'objet d'une plainte seraient bannis sur-le-champ d'internet. Aucune enquête n'étant nécessaire, cette mesure aura des conséquences considérables d'autant qu'elle ne concerne pas seulement les sites américains.

L'influence de l'Amérique sur internet est si grande que les protestations ont été internationales.

Comment le ministre compte-t-il traiter ce problème ? Il serait préférable de l'aborder à l'échelon de l'Union européenne qui travaille déjà à une réglementation en la matière. Dans quelle mesure a-t-on discuté des propositions de loi américaines qui restreignent gravement la liberté sur internet ? Quelle sera la stratégie du ministre pour les négociations avec les Américains ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Nos services suivent de près les discussions relatives aux initiatives législatives que sont le SOPA et le PIPA.

Aux États-Unis, il semble que de plus en plus de personnes s'accordent à reconnaître que, dans leur forme actuelle, ces initiatives vont trop loin. La déclaration officielle de la Maison blanche du 14 janvier dernier souligne que l'on ne soutiendra pas une législation qui limite la liberté d'expression, accroît les risques pour la sécurité d'internet ou empêche le développement d'un internet dynamique et novateur. Le président Obama a annoncé qu'il userait au besoin de son droit de veto pour bloquer ces législations.

Les protestations massives lancées le 18 janvier par les

terroristische bewegingen.

Ik heb echter geen antwoord gekregen op mijn vraag hoe het Waals Gewest zal worden geresponsabiliseerd en welke financiële bijdrage het eventueel zal leveren om de wapens in Libië te lokaliseren en te traceren.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de omstreden antipiraterijwetgeving in de Verenigde Staten» (nr. 5-1792)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De inhoud van mijn vraag is gedeeltelijk achterhaald, in die zin dat de twee beruchte wetsvoorstellen die in het Amerikaans Parlement waren ingediend, tijdelijk werden ingetrokken na protest van de internationale gemeenschap en in de VS zelf. Op 18 januari staakte een deel van het internet. Wikipedia bijvoorbeeld haalde zijn Europese versie 24 uur uit de ether.

De bewuste wetgevingen waartegen de virtuele wereld zich kant, bekend als SOPA – Stop Online Piracy Act – en PIPA – Protect Intellectual Property Act – strekken ertoe verregaande maatregelen te nemen om schendingen van auteursrechten aan banden te leggen. Volgens die voorstellen zouden alle mogelijke links in zoekacties en dergelijke, waarvan het vermoeden bestaat dat ze een inbreuk plegen op de auteursrechten of waartegen een klacht werd ingediend, onmiddellijk van het internet worden gebannen. Omdat er geen onderzoek vereist is, is die maatregel enorm ingrijpend, temeer daar het niet gaat om een louter Amerikaanse aangelegenheid.

De impact van Amerika op het internet is zo groot dat er internationaal protest is gerezen, onder meer via Wikipedia, Twitter, Yahoo! en Facebook.

Ik had dan ook graag vernomen hoe de minister dit probleem denkt aan te pakken. Allicht gebeurt dat het best op Europees niveau, dat zich overigens al bezighoudt met regelgeving ter zake. In hoeverre is er gesproken over de Amerikaanse wetsvoorstellen, die toch erg verregaand zijn wat de vrijheid op het internet betreft? Welke strategie zal de minister hanteren om hierover met de Amerikanen te onderhandelen?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Onze diensten volgen de discussies betreffende de wetgevende initiatieven SOPA en PIPA uiteraard op de voet.

Er lijkt een groeiende consensus te ontstaan in de Verenigde Staten dat deze initiatieven in hun huidige vorm te ver gaan. De officiële verklaring van het Witte Huis op 14 januari jongstleden benadrukt dat men geen wetgeving zal steunen die het recht op vrije meningsuiting inperkt, de veiligheidsrisico's op het internet vergroot of een dynamisch en vernieuwend wereldwijd internet ondermijnt. President Obama liet meteen ook weten dat hij zo nodig gebruik zou maken van zijn vetorecht om de wetgevingen te blokkeren.

Het massale protest van woensdag 18 januari van grote technologiebedrijven zoals Google, Wikipedia, Yahoo!,

grandes entreprises technologiques comme Google, Wikipédia, Yahoo!, Facebook, Twitter, et des fournisseurs d'accès comme Verizon et Comcast, sont venues renforcer ce point de vue. Il convient de signaler que l'industrie américaine des technologies internet admet le problème du piratage mais est convaincue qu'il existe des manières plus intelligentes et plus efficaces d'agir contre les sites criminels étrangers sans pour autant censurer l'ensemble d'internet au moyen d'un blocage par nom de domaine (DNS) à partir des États-Unis.

Le vote des propositions SOPA et PIPA a été reporté à la suite des récents événements. Les responsables politiques américains veulent prendre le temps d'élaborer un compromis pouvant être accueilli plus favorablement.

L'attitude de la Belgique à l'égard du piratage consiste toujours à œuvrer à une protection active et efficace des droits d'auteurs et droits voisins. Les exigences légitimes de citoyens quant à la protection de la vie privée nous tiennent également à cœur.

Cela ne peut toutefois donner lieu à une réglementation trop stricte entraînant un affaiblissement ou une censure de l'internet libre. Par la voix de la commissaire en charge de la société numérique, Neelie Kroes, la Commission européenne a déclaré que la répression ne peut être qu'une partie de la réponse au piratage. La réponse doit être équilibrée et veiller à une offre plus étendue de contenus légaux.

Tout comme la Commission européenne, notre pays est persuadé qu'internet est un puissant moteur de croissance économique, par exemple, par le développement du commerce en ligne.

Je fais référence à l'Agenda numérique présenté au niveau européen. La mise en place d'un marché numérique unique et libre est un projet européen qui mérite d'être soutenu et nous collaborerons à sa réalisation. Notre engagement en faveur de la liberté d'expression et d'information est en outre incontestable.

Le plaidoyer pour un internet libre et la plus grande neutralité possible dans la loi s'inscrit dans le droit fil de cet engagement. Il s'agit donc d'élaborer au niveau européen une législation intelligente, capable de définir les standards de notre interaction avec l'internet du 21^e siècle.

Le Conseil européen de cette semaine prendra une décision sur l'Agenda numérique, élément important dans les diverses évolutions que peut connaître le marché intérieur européen. Parallèlement, nous continuerons à suivre la situation aux États-Unis. Je répète que le processus législatif au Congrès est interrompu.

Facebook, Twitter en van Internet Service Providers, zoals Verizon en Comcast, heeft dit politieke standpunt kracht bijgezet. Hierbij dient te worden opgemerkt dat de Amerikaanse internettechnologie-industrie het probleem van piraterij wel degelijk erkent, maar ervan overtuigd is dat er slimmere en doelmatiger manieren bestaan om buitenlandse criminale sites aan te pakken, zonder het hele internet te censureren met een DNS-blokering vanuit de VS.

Inmiddels werd de stemming van SOPA en PIPA uitgesteld in het licht van de recente gebeurtenissen. De Amerikaanse politici willen de tijd nemen om een compromis uit te werken dat op een breder draagvlak kan rekenen.

De Belgische houding ten opzichte van de piraterijproblematiek bestaat er nog steeds in dat wij ijveren voor een actieve en doelmatige bescherming van onder meer auteursrechten en naburige rechten. Ook de gerechtvaardigde eisen van de burger op het vlak van de bescherming van de privésfeer liggen ons na aan het hart.

Dit mag evenwel geen aanleiding geven tot een overdreven strenge regulering die een afbouw of censuur van het vrije internet inhoudt. De Europese Commissie heeft immers onlangs bij monde van de Commissaris voor de Digitale Agenda, Neelie Kroes, gereageerd op de discussie betreffende de antipiraterijwetten die in de Verenigde Staten ter discussie staan. Volgens de Commissie kan repressie slechts een deel van het antwoord op piraterij zijn. Dit antwoord moet evenwichtig zijn en dient tevens te voorzien in een verhoging van het aanbod aan legale content.

Samen met de Europese Commissie is ons land ervan overtuigd dat het internet een belangrijke motor vormt voor economische groei, bijvoorbeeld door de ontwikkeling van het potentieel van internethandel. Ik verwijst naar de Digitale Agenda op Europees vlak. Het verwezenlijken van een vrije, eengemaakte digitale markt is een Europees project dat onze volledige steun verdient en we zullen daartoe verder samenwerken met de Commissie en de EU-lidstaten. Bovendien staat buiten kijf dat wij ons inzetten voor vrije meningsuiting en vrijheid van informatie.

Een pleidooi voor een vrij internet en zoveel mogelijk neutrality binnen het kader van de wet ligt in het verlengde van onze inzet. Het komt er dan ook op aan om op Europees vlak slimme wetgeving te ontwerpen die aangepast is om de standaarden van onze interactie met het internet van de 21e eeuw vorm te geven.

De Europese Raad van deze week zal een beslissing nemen over de Digitale Agenda, die een belangrijk deel uitmaakt van de verschillende mogelijke evoluties op Europees vlak voor wat de interne markt betreft. Tevens zullen we de toestand in de Verenigde Staten volgen. Ik herhaal dat het wetgevend proces in het Congres is opgeschorst.

Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la représentation permanente des talibans au Qatar» (n° 5-1798)

M. Richard Miller (MR). – Alors que les talibans n'étaient pas présents lors de la conférence de Bonn, ceux-ci ont déclaré vouloir obtenir une représentation permanente en dehors de l'Afghanistan, au Qatar plus précisément, afin de faciliter le processus de paix. Ainsi, les talibans seraient prêts à entamer des discussions avec les États-Unis. Le président afghan, Hamid Karzaï, approuverait l'ouverture de cette représentation et le principe de négociations bilatérales entre les États-Unis et les talibans.

Bien que je sois favorable à toute solution non violente du conflit, de nombreuses questions et doutes restent en suspens. Je souhaite obtenir votre avis à ce propos.

Après dix ans de présence de l'Otan en Afghanistan, une victoire décisive contre le mouvement taliban semble s'éloigner. Certains politiques ou militaires parlent à présent de la nécessité d'engager un dialogue avec les talibans « modérés ». Quelle est votre position au sujet de la représentation permanente des talibans au Qatar et des négociations qui s'ensuivront ?

Cette proposition signifie-t-elle qu'une perspective de paix est envisageable en Afghanistan ? S'agit-il d'un tournant dans le conflit afghan ? Bien qu'il soit trop tôt pour une réponse complète, pensez-vous que cela aura une influence sur l'engagement et la présence des troupes belges en Afghanistan ?

Dans le cas où les États-Unis accepteraient de négocier avec les talibans, ne s'agirait-il pas d'une faiblesse de la part de l'Otan ? En effet, alors que nous souhaitons construire un État stable en Afghanistan, les talibans continuent à perpétrer des attentats à l'encontre de la FIAS – la Force nationale d'assistance et de sécurité – et des forces afghanes, et les civils ne sont malheureusement pas épargnés. Alors que la cessation des violences correspond à l'une des conditions à toute négociation avec les talibans, ne serait-il pas paradoxalement dangereux, d'engager des discussions avec ceux-ci ?

Estimez-vous que les talibans sont des négociateurs fiables ? Certains seraient prêts à entamer des négociations alors que d'autres souhaitent continuer l'insurrection. L'assassinat du représentant chargé par Hamid Karzaï d'engager le dialogue prouve qu'une faction des talibans est et reste hostile à toute négociation.

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – L'accord concernant l'ouverture d'une représentation à l'étranger par les talibans afghans à Doha au Qatar, conclu début janvier, permet désormais d'avoir un point de contact officiel avec les talibans, ce qui représente un gage de sécurité pour les négociations futures. Il s'agit donc

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de permanente vertegenwoordiging van de taliban in Qatar» (nr. 5-1798)

De heer Richard Miller (MR). – Hoewel de taliban de Conferentie van Bonn niet hebben bijgewoond, verklaarden ze dat ze in het buitenland, meer bepaald in Qatar, een permanente vertegenwoordiging willen om het vredesproces te vergemakkelijken. De taliban zouden dus bereid zijn om gesprekken met de Verenigde Staten aan te knopen. De Afghaanse president, Hamid Karzai, zou zijn goedkeuring hechten aan de opening van die vertegenwoordiging en aan het principe van bilaterale onderhandelingen tussen de Verenigde Staten en de taliban.

Hoewel ik voorstander ben van elke vreedzame oplossing van het conflict, heb ik hierbij toch nog veel vragen en twijfels. Wat is het standpunt van de minister?

Na tien jaar aanwezigheid van de NAVO in Afghanistan, lijkt een beslissende overwinning op de taliban-beweging steeds verder verwijderd. Sommige politici of militairen hebben het nu over de noodzaak een dialoog op gang te brengen met de 'gematigde' taliban. Hoe staat de minister tegenover een permanente vertegenwoordiging van de taliban in Qatar en de onderhandelingen die erop zullen volgen?

Betekent dat voorstel dat in Afghanistan een vredesperspectief denkbaar is? Gaat het om een keerpunt in het Afghaanse conflict? Het is weliswaar nog te vroeg voor een volledig antwoord, maar graag had ik van de minister vernomen of hij denkt dat dit een invloed zal hebben op de inzet en de aanwezigheid van de Belgische troepen in Afghanistan.

Mochten de Verenigde Staten instemmen met onderhandelingen met de taliban, gaat het dan niet om een zeker onvermogen van de NAVO? Terwijl wij van Afghanistan een stabiele staat willen maken, blijven de taliban immers aanslagen plegen tegen ISAF – International Security Assistance Force – van de NAVO en het Afghaanse leger, waarbij de burgers jammer genoeg niet worden gespaard. Het stopzetten van de vijandelijkheden is een van de voorwaarden voor het openen van onderhandelingen met de taliban. Zou het bijgevolg niet paradoxaal of zelfs gevaarlijk zijn om met hen gesprekken aan te knopen?

Zijn de taliban betrouwbare onderhandelaars? Sommigen zouden bereid zijn te onderhandelen, terwijl anderen liever blijven rebelleren. De moord op de vertegenwoordiger die door Hamid Karzai belast was met de opening van de dialoog bewijst dat een fractie van de taliban elke onderhandeling vijandig gezind is en blijft.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Door het akkoord over de opening door de Afghaanse taliban van een buitenlandse vertegenwoordiging in Doha, Qatar, dat begin januari is gesloten, is er nu een officieel contactpunt met de taliban, wat een veiligheidswaarborg is voor de toekomstige

d'un grand pas en avant certes, mais qui ne garantit toutefois pas une issue favorable aux pourparlers. L'Union européenne et la Belgique accueillent positivement ces négociations, à la condition qu'elles puissent mener à une situation où la Constitution afghane est maintenue, où les rebelles abandonnent tout lien avec Al-Qaida et mettent un terme à leurs actions armées.

Je suis favorable à l'ouverture de négociations avec les talibans. Il est trop tôt pour parler d'un tournant dans le conflit et a fortiori de perspective de paix.

Je peux comprendre ceux qui, en Afghanistan et ailleurs, sont décontenancés par la perspective de ces négociations, vu les principes défendus et les actes commis par les talibans. Il se trouve pourtant un consensus entre les pays participant à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) pour considérer aujourd'hui, après dix ans de conflit, que la solution est politique plus que militaire. Cela n'implique pas que les États-Unis ou les Nations unies envisagent d'abandonner leurs principes. Il leur faudra peut-être, il est vrai, accepter certaines concessions au très grand conservatisme religieux d'une partie de la population afghane, dont les talibans constituent une des expressions politiques.

Mais le travail qui consiste à défendre l'État de droit, la construction d'un parlementarisme démocratique, la liberté de parole, les droits de l'homme et de la femme en Afghanistan ne va pas cesser.

Les talibans ne sont pas ici l'unique ni même, sans doute, le principal adversaire : c'est aussi une lutte contre la misère, l'ignorance, la corruption et le trafic d'opium.

La Belgique continuera, dans le cadre de son engagement au sein des Nations unies, de l'Otan et de l'Union européenne, à prendre sa part du fardeau de la reconstruction et de la stabilisation de l'Afghanistan.

La question de savoir si on accepte d'ouvrir ou non des négociations politiques avec des groupes qui, par exemple, ont continué à recourir à la lutte armée, voire mené des actions à l'égard de populations civiles, se pose dans beaucoup d'autres régions du monde. Pour ma part, je souhaite encore prendre des contacts avec les autorités afghanes avant le sommet de l'Otan qui se tiendra au mois de mai à Chicago. Je devrais dès lors organiser, avec mon collègue de la Défense, une visite sur place avant ce sommet.

M. Richard Miller (MR). – Je vous remercie, monsieur le ministre, pour vos réponses. Je ne doute pas de la lucidité avec laquelle vous aborderez cette problématique. Il est vrai que d'un côté, il faut avancer et que de l'autre, il faut raison garder.

Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «le procès de l'ancien dirigeant égyptien Hosni Moubarak» (n° 5-1804)

M. Piet De Bruyn (N-VA). – En Égypte, le procès contre

onderhandelingen. Dat is zeker een enorme stap voorwaarts, maar nog geen waarborg voor een gunstige afloop van de besprekingen. De Europese Unie en België hebben die onderhandelingen gunstig onthaald, op voorwaarde dat ze kunnen leiden tot een situatie waarin de Afghaanse grondwet wordt gehandhaafd en de rebellen elke band met Al Qaida verbreken en hun gewapende acties stopzetten.

Ik ben voorstander van het aanknopen van onderhandelingen met de taliban. Het is te vroeg om te spreken over een keerpunt in het conflict en a fortiori over vredesperspectieven.

Ik begrijp dat sommigen in Afghanistan en elders in de war zijn gebracht door het vooruitzicht op die onderhandelingen, gelet op de principes die de taliban verdedigde en de door hen gepleegde daden. De landen die deelnemen aan ISAF zijn het er nochtans over eens dat het na bijna tien jaar conflict tijd is voor een politieke in plaats van een militaire oplossing. Dat betekent evenwel niet dat de Verenigde Staten of de Verenigde Naties hun principes overboord zullen gooien. Ze zullen weliswaar enkele toegevingen moeten doen aan het religieuze conservatisme van een deel van de Afghaanse bevolking, waarvan de taliban de politieke vertolking is.

De inspanningen voor de verdediging van de rechtsstaat, de totstandbrenging van een parlementaire democratie, het vrije woord, de rechten van de man en de vrouw in Afghanistan moeten echter onverminderd worden voortgezet.

De taliban is hier niet de enige of wellicht niet de belangrijkste tegenstander. Er moet in Afghanistan ook strijd worden gevoerd tegen de armoede, de onwetendheid, de corruptie en de opiumhandel.

België zal, in het raam van zijn verbintenissen binnen de Verenigde Naties, de NAVO en de Europese Unie, zijn deel van de last voor de reconstructie en de stabilisering van Afghanistan blijven dragen.

De vraag of we al dan niet politieke onderhandelingen moeten aanvatten met groepen die, bijvoorbeeld, nog altijd geweld gebruiken of aanslagen plegen tegen burgers, rijst in vele andere regio's in de wereld. Ikzelf zou vóór de NAVO-top in de maand mei in Chicago nog graag contact opnemen met de Afghaanse autoriteiten. Ik zou voor die top nog samen met mijn collega van Defensie een bezoek ter plaatse moeten organiseren.

De heer Richard Miller (MR). – Ik twijfel niet aan de scherpzinnige analyse van dit probleem door de minister. Er moet enerzijds inderdaad vooruitgang worden geboekt, maar anderzijds moet men ook het hoofd koel houden.

Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-earsteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «het proces tegen de voormalige Egyptische leider Hosni Moebarak» (nr. 5-1804)

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Momenteel loopt in

l'ex-dirigeant Moubarak est toujours en cours. M. Moubarak est accusé de complicité dans la mort d'un peu plus de huit cents manifestants lors des manifestations qui l'ont finalement poussé à démissionner. L'ancien président égyptien aurait donné l'ordre de tirer sur les manifestants. Le procureur accuse Moubarak d'avoir commis un massacre et le tient pour responsable de la mort des manifestants. C'est pourquoi il requiert la peine de mort pour l'ancien président égyptien mais également pour son ancien chef de la sécurité et six autres officiers supérieurs de la police.

Il doit être clair que personne d'entre nous – et en tout cas pas moi – n'a d'objection contre la tenue de ce procès. Mais nous sommes certes préoccupés. Comme beaucoup d'autres, nous nous posons des questions à juste titre quant au bon déroulement de ce procès et nous sommes particulièrement inquiets à l'idée qu'une peine de mort puisse être prononcée. Dans le passé, la Belgique a, à de nombreuses reprises, lutté contre la peine de mort, et le principe de l'abolition de la peine de mort est inscrit dans la note de politique générale du ministre.

Quelles garanties la Belgique et l'Europe ont-elles reçues quant au bon déroulement du procès et y est-il question de la peine de mort ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – *Ni notre pays, ni l'Union européenne n'ont actuellement entrepris d'action dans ce dossier concret. Mais, dans les forums internationaux tout comme lors des contacts bilatéraux, la Belgique continue à attirer l'attention sur la situation des droits de l'homme en Égypte, y compris sur la question de la peine de mort et du droit à un procès équitable. Ainsi lors d'une réunion bilatérale avec l'administration égyptienne en juin 2011, mon administration a-t-elle rappelé la position belge sur la peine de mort et demandé d'abolir la peine de mort et de ratifier le protocole sur l'abolition de cette peine. Lors de l'examen universel périodique de l'Égypte par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, notre pays a dès 2010 plaidé pour l'abolition de la peine de mort et a recommandé l'instauration d'un moratoire dans les plus brefs délais et au moins le respect de normes minimales tant que la peine de mort reste appliquée.*

En outre la Belgique porte régulièrement la situation de ces droits en Égypte à l'attention du Conseil des droits de l'homme. Ainsi notre pays a-t-il encore exprimé lors de la session de septembre sa préoccupation sur le maintien de l'état d'urgence et de tribunaux militaires d'exception. Notre pays attirera à nouveau l'attention sur la situation des droits de l'homme en Égypte lors de la prochaine session du Conseil des droits de l'homme.

Dans l'éventualité d'une intervention quelconque de la Belgique et/ou de l'Union européenne à propos de la peine de mort ou du procès contre l'ex-président Moubarak, cette action sera conforme aux Orientations de l'UE relatives aux droits de l'homme. En 1998 les États de l'Union européenne ont en effet décidé d'intensifier leur combat contre la peine de mort et ont adopté des Orientations politiques. L'UE vise à une abolition mondiale de la peine de mort et appelle à diminuer le nombre des cas où elle peut être appliquée. Si la peine de mort reste tout de même appliquée, l'Union insiste pour que cette application se fasse dans le respect de normes

Egypte nog steeds het proces tegen de voormalige leider Moebarak. Hij wordt beschuldigd van medeplichtigheid aan de dood van ruim achthonderd betogers tijdens de protesten die hem in februari 2011 uiteindelijk tot aftreden dwongen. De voormalige Egyptische president zou het bevel hebben gegeven om op de demonstranten te schieten. De openbare aanklager beschuldigt Moebarak van massamoord en houdt hem verantwoordelijk voor de dood van de betogers. Daarom eist hij de doodstraf voor de voormalige Egyptische president, maar ook voor zijn voormalige veiligheidschef en zes hoge politieofficieren.

Het moet duidelijk zijn dat niemand van ons – ik in elk geval niet – bezwaar heeft tegen het proces dat op het ogenblik wordt gevoerd, maar we zijn wel bekommert. Samen met vele anderen zijn we terecht bekommert over de goede gang van zaken in het proces en zeer in het bijzonder over het feit dat de doodstraf kan worden uitgesproken. In het verleden heeft België meermalen strijd gevoerd tegen de doodstraf en ook nu staat dat principe in de beleidsnota van de minister ingeschreven.

Welke garanties hebben België en Europa gekregen in verband met dit proces en zit daar ook iets in over de doodstraf?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Momenteel heeft ons land, noch de Europese Unie in dit concrete dossier acties ondernomen. Maar België blijft de mensenrechtensituatie in Egypte, met inbegrip van de problematiek van de doodstraf en het recht op een eerlijk proces, onder de aandacht brengen op diplomatische fora en in bilaterale contacten. Zo herhaalde mijn administratie tijdens een bilateraal contact met de Egyptische administratie in juni 2011 het Belgische standpunt over de doodstraf en vroeg ze de doodstraf af te schaffen en het Protocol ter zake te ratificeren. In het kader van het Universeel Periodiek Onderzoek van Egypte had ons land al in februari 2010 gepleit voor de afschaffing van de doodstraf en de aanbeveling geformuleerd zo spoedig mogelijk een moratorium in te stellen en minstens de minimumstandaarden te respecteren zolang de doodstraf nog wordt toegepast.

Verder brengt België de mensenrechtensituatie in Egypte geregeld onder de aandacht van de Mensenrechtenraad. Zo drukte ons land tijdens de septembersessie nog zijn bezorgdheid uit over de handhaving van de noodtoestand en de militaire uitzonderingsrechtsbanken. Ons land zal tijdens de komende sessie van de Mensenrechtenraad opnieuw de aandacht vestigen op de mensenrechtensituatie in Egypte.

Indien er door ons land en/of de Europese Unie in de toekomst iets wordt gedaan rond de doodstraf en het proces tegen de voormalige president Moebarak, zal dat gebeuren conform de Richtsnoeren betreffende de Doodstraf van de EU. In 1998 besloten de lidstaten van de Europese Unie namelijk hun activiteiten in de strijd tegen de doodstraf uit te breiden en namen ze daarvoor richtsnoeren aan. De EU streeft naar een wereldwijde afschaffing van de doodstraf en roept op het aantal gevallen waarin de doodstraf wordt voltrokken, te verminderen. Als de doodstraf toch wordt uitgevoerd, dan dringt ze erop aan dat daarbij bepaalde minimumnormen worden gerespecteerd en dat gezorgd wordt voor een maximale transparantie. Wanneer in individuele gevallen de

minimales et qu'on veille à une transparence maximale. Quand, dans des cas individuels, ces normes minimales n'ont pas été prises en considération lors de l'exécution de la peine de mort, l'UE entreprend des démarches spéciales. Dans le passé, cela s'est déjà produit tant à l'occasion d'un risque d'application qu'à la suite d'une exécution.

Je suis profondément conscient que l'abolition de la peine de mort est une lutte de longue haleine qui doit se mener sur plusieurs fronts. La Belgique, avec l'Union européenne, continue à vouloir l'abolition mondiale de la peine de mort, à demander la diminution du nombre de peines de mort exécutées et à insister sur le respect de normes minimales et d'une transparence maximale dans les cas où la peine de mort reste appliquée. En tant que membre du Groupe des amis du deuxième protocole facultatif, la Belgique continuera à soutenir activement la campagne pour la ratification du Protocole. Notre pays persistera à mettre systématiquement à l'ordre du jour la question de la peine de mort lors de l'examen universel périodique par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Je souligne encore que le prochain congrès mondial contre la peine de mort aura lieu à l'automne 2013 à Madrid.

Demande d'explications de M. Piet De Bruyn au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «les modifications de la constitution hongroise relatives au mariage» (n° 5-1813)

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Depuis le 1^{er} juillet 2009, les Hongrois de même sexe peuvent conclure un partenariat enregistré, grâce auquel ils peuvent obtenir à peu près les mêmes droits qu'un couple hétérosexuel en ce qui concerne la reconnaissance et la protection juridiques de l'union particulière qu'ils forment. Toutefois il y a un an, le gouvernement très conservateur a apporté quelques modifications à la constitution auxquelles l'Europe comme la Belgique ont été largement attentives. Ma question porte sur une modification particulière de la constitution, à savoir la disposition qui prévoit qu'à l'avenir le mariage sera exclusivement réservé à l'union entre un homme et une femme. En d'autres mots, la Hongrie limite définitivement les couples de même sexe au partenariat enregistré. Cela ne semble a priori pas très grave : il y a de très nombreux pays dans le monde où les partenaires de même sexe ont bien moins de droits, mais on craint qu'après cette modification de la constitution, l'on ne revienne aussi sur l'actuelle réglementation du partenariat enregistré. Cette préoccupation est exprimée par les organisations de défense des droits de l'homme et plus particulièrement par les organisations qui défendent les droits des lesbos-gays.

Le ministre a-t-il reçu de ses représentants diplomatiques des indications qui confirmeraient cette crainte ?

Le ministre est-il disposé à exprimer sa préoccupation dans les forums européens et lors des réunions bilatérales de concertation avec ses collègues hongrois.

minimumnormen niet in acht worden genomen bij het voltrekken van de doodstraf, gaat de EU over tot speciale demarches. In het verleden is dat al gebeurd zowel voor een dreigende executie als nadat een executie was voltrokken.

Ik ben me er terdege van bewust dat de strijd tegen de doodstraf een werk van lange adem is en op verschillende fronten moet worden gevoerd. België zal samen met de Europese Unie blijven streven naar een wereldwijde afschaffing van de doodstraf, oproepen tot een vermindering van het aantal uitgevoerde doodstraffen en aandringen op respect voor bepaalde minimumnormen en een maximale transparantie in gevallen waarin de doodstraf toch wordt voltrokken. Als lid van de Groep van Vrienden van het Tweede Facultatief Protocol zal België de campagne voor de ratificatie van het Protocol actief blijven ondersteunen. Ons land zal de problematiek van de doodstraf systematisch ter sprake blijven brengen in het Universeel Periodiek Onderzoek van de VN Mensenrechtenraad. Ik wijs er nog op dat het volgende Wereldcongres tegen de Doodstraf in het najaar van 2013 in Madrid plaats zal vinden.

Vraag om uitleg van de heer Piet De Bruyn aan de vice-earsteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de Hongaarse grondwetswijzigingen met betrekking tot het huwelijk» (nr. 5-1813)

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Sinds 1 juli 2009 kunnen personen van hetzelfde geslacht in Hongarije een geregistreerd partnerschap sluiten, dat hen bijna dezelfde rechten verleent als een heteroseksueel paar wat de juridische erkenning en bescherming betreft van de bijzondere band die ze delen. Een jaar geleden heeft de uiterst conservatieve regering echter enkele grondwetswijzigingen doorgevoerd waar ook op Europees niveau en in België ruimschoots aandacht aan is besteed. Mijn vraag gaat over een specifieke wijziging in de grondwet, namelijk de bepaling dat in de toekomst het huwelijk exclusief voorbehouden blijft aan verbintenis tussen een man en een vrouw. Met andere woorden, Hongarije trekt voor paren van hetzelfde geslacht de grens definitief bij geregistreerd partnerschap. Dat lijkt op het eerste gezicht niet zo erg: er zijn heel wat landen in de wereld waar partners van eenzelfde geslacht veel minder rechten hebben, maar de bezorgdheid leeft dat na deze grondwetswijziging ook de bestaande regelgeving inzake geregistreerd partnerschap zou worden teruggeschoefd. Die zorg werd geuit door mensenrechtenorganisaties en meer specifiek door de organisaties die de rechten van homo's verdedigen.

Beschikt de minister via zijn diplomatieke vertegenwoordigers over aanwijzingen die deze vrees bevestigen?

Is de minister bereid om zowel in bilateraal overleg met zijn Hongaarse collega's als op het Europese forum zijn bekommernis over die evolutie te uiten?

Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Il n'y a pour l'instant en pratique aucun signe d'une attitude moins tolérante des autorités hongroises quant aux droits des lesbogays.

L'ancre constitutionnel du mariage entre homme et femme est toutefois une nouveauté en Hongrie et a été repris dans la loi d'exécution sur la protection de la famille.

Il ne ressort pas des informations disponibles que le gouvernement hongrois souhaite prendre des initiatives concrètes supplémentaires dans ce domaine. Les observateurs partent du principe que l'on s'en tiendra à l'ancre constitutionnel du mariage entre homme et femme puisqu'il rend en effet impossible l'institution du mariage homosexuel par une loi ordinaire.

Selon ces informations, la nouvelle disposition constitutionnelle n'aura pas d'impact sur les partenariats enregistrés.

Je pense que les autorités hongroises sont conscientes de leurs obligations relatives au respect et à la protection des droits des minorités.

Il n'y a pour l'instant aucun motif de soulever cette question avec le gouvernement hongrois. En effet, pour ce que j'en sais, il n'y a aucun indice de pratique permanente et systématique de discrimination effective des lesbogays en Hongrie.

De surcroît, j'attire l'attention sur l'enquête que la Commission européenne a ouverte à l'occasion de l'adoption de la nouvelle constitution hongroise et de ses lois d'application. La Commission européenne a transmis à ce sujet plusieurs remarques et recommandations aux autorités hongroises. Celles-ci ne comprenaient toutefois aucune référence à la définition du mariage dans la constitution.

Mes services continueront évidemment à suivre la situation des lesbogays où que ce soit dans le monde.

M. Piet De Bruyn (N-VA). – Je ne puis qu'espérer que les droits des lesbogays en Hongrie ne subiront en effet aucun recul. Je suis moins optimiste que le ministre ne semble l'être. C'est notre mission de confronter à la réalité les informations que nous recevons.

Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «la rencontre avec l'opposition syrienne» (n° 5-1843)

M. Richard Miller (MR). – J'ai déposé cette demande d'explications voici quelque temps déjà, je vais donc la reformuler en fonction des derniers événements.

Le 5 janvier dernier, vous avez rencontré deux groupes de l'opposition syrienne, le Conseil national syrien (CNS) et le Comité national de coordination (CNC). Lors de cette rencontre, tout en plaidant pour des modes d'action

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Voorlopig zijn er in de praktijk geen aanwijzingen voor een minder tolerantie houding van de Hongaarse overheid met betrekking tot de rechten van holebi's.

De grondwettelijke verankering van het huwelijk tussen man en vrouw is inderdaad nieuw in Hongarije en werd ook opgenomen in de uitvoeringswet inzake de bescherming van de familie.

Er is geen informatie waaruit blijkt dat de Hongaarse regering bijkomende concrete initiatieven wenst te nemen op dit terrein. Waarnemers gaan ervan uit dat de grondwettelijke verankering van het huwelijk tussen man en vrouw op wettelijk vlak het eindpunt zou kunnen zijn. Op die manier wordt immers de invoering van het homohuwelijk via een gewone wet onmogelijk gemaakt.

Volgens de beschikbare informatie zullen geregistreerde partnerschappen niet beïnvloed worden door de nieuwe grondwettelijke bepaling.

Ik ga ervan uit de Hongaarse autoriteiten zich bewust zijn van hun verplichtingen betreffende de eerbied en de bescherming van de rechten van minderheden.

Voorlopig lijkt er geen aanleiding te zijn om deze kwestie bij de Hongaarse regering aan te kaarten. Er zijn immers, voor zover mij bekend, geen aanwijzingen voor een volgehouden en systematische praktijk van concrete discriminatie van holebi's in Hongarije.

Daarnaast wijs ik op het onderzoek dat de Europese Commissie naar aanleiding van de nieuwe Hongaarse grondwet en de bijbehorende uitvoeringswetten heeft ingesteld. De Europese Commissie heeft in dat verband diverse opmerkingen en aanbevelingen aan de Hongaarse autoriteiten overgemaakt. Die hadden echter geen betrekking op de definitie van het huwelijk in de grondwet.

Uiteraard zullen mijn diensten de situatie van de holebi's, waar ook ter wereld, blijven volgen.

De heer Piet De Bruyn (N-VA). – Ik kan alleen maar hopen dat de rechten van holebi's in Hongarije er inderdaad niet op achteruit zullen gaan. Ik ben minder optimistisch dan de minister lijkt te zijn. Het is onze taak om de informatie die we krijgen aan de realiteit te toetsen.

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de ontmoeting met de Syrische oppositie» (nr. 5-1843)

De heer Richard Miller (MR). – Aangezien ik deze vraag om uitleg al enige tijd geleden heb ingediend, zal ik ze aanpassen in het licht van de jongste gebeurtenissen.

Op 5 januari heeft de minister twee Syrische oppositiegroepen ontmoet; de Syrische Nationale Raad (SNC) en het Nationaal Coördinatiecomité (NCC). Bij die ontmoeting heeft hij gepleit voor vreedzame acties en

pacifiques, vous leur avez proposé, monsieur le ministre, de créer une « plate-forme unifiée » car, je reprends vos propres termes, « la division de l'opposition ne joue qu'en faveur de l'actuel régime syrien ». Je me range tout à fait derrière ce constat et je souhaite évidemment une amélioration de l'organisation interne de ces mouvements.

Vous avez par ailleurs expliqué qu'il serait nécessaire de mettre en place un programme et un calendrier afin que ces mouvements se mettent d'accord sur certains principes de transition. Je souhaiterais obtenir davantage d'informations à ce sujet.

Ces deux mouvements d'opposition vous communiquent-ils régulièrement l'avancée de leur dialogue ?

Un programme vous a-t-il été présenté ? Le considérez-vous comme réalisable ? Constatez-vous des progrès ?

J'ai trouvé des éléments de réponse dans les propos que vous avez tenus à Tunis, notamment pour tout ce qui concerne le respect des minorités religieuses en Syrie. Vous avez souligné un risque important à cet égard.

J'aimerais aussi vous entendre sur la réforme constitutionnelle qui a été qualifiée de « sinistre mascarade » par votre homologue français.

Enfin, que pensez-vous de l'action menée par M. Kofi Annan ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Depuis mon entretien avec deux mouvements importants de l'opposition, le Conseil national syrien et le Comité national de coordination, mes services sont restés en contact avec ces deux groupes afin de les encourager à élaborer une plateforme commune. Jusqu'à présent ces efforts n'ont pas été couronnés de succès. Or, avant toute reconnaissance de quelque groupe d'opposition que ce soit, il est essentiel qu'ils travaillent à une plateforme unifiée et représentative de tous les groupes ethniques et religieux de Syrie.

J'ai aussi répété ce message durant la réunion du groupe des Amis de la Syrie à Tunis la semaine dernière. Je me réjouis aussi que, dans les conclusions rédigées à Tunis, un appel ait été lancé à l'opposition syrienne pour qu'elle se réunisse afin de mettre sur pied un mécanisme de coordination représentatif. Le Conseil national n'est d'ailleurs pas le seul représentant légitime de l'opposition.

Lors du Conseil Affaires étrangères de ce 27 février, j'ai veillé, avec mes collègues de l'Union européenne, à ce que des conclusions similaires soient adoptées. Comme vous, monsieur Miller, je pense qu'il est essentiel qu'une plateforme unifiée prône le respect des minorités et la liberté de religion comme principes de base d'un État démocratique.

J'ai d'ailleurs été intéressé par les propos du président du Conseil national syrien, M. Ghalioun, tenus à Tunis et qui allaient dans ce sens. Mais au-delà des propos, il serait utile qu'un document mette sur pied une plateforme commune de l'opposition.

Quant au référendum sur la nouvelle Constitution, j'ai les plus grands doutes sur une telle organisation dans un pays où certaines régions sont soumises à une répression féroce. À

voorgesteld een eenheidsplatform op te richten omdat – en ik citeer de minister – ‘de verdeeldheid van de oppositie speelt in de kaart van het huidige Syrische regime’. Ik sluit me hierbij volledig aan en wens uiteraard dat de interne organisatie van die bewegingen verbeterd.

Volgens de minister moeten die bewegingen het eens worden over een overgangsprogramma en moet daarvoor ook een timing worden bepaald. Ik zou daarover graag meer informatie krijgen.

Brengen beide oppositiebewegingen geregeld verslag uit over de evolutie van hun onderlinge dialoog ?

Hebben ze een programma voorgesteld? Denkt de minister dat het kan gerealiseerd worden? Stelt hij vast dat er vooruitgang wordt geboekt?

Ik heb elementen van antwoord gevonden in de toespraak die de minister in Tunis heeft gehouden, meer bepaald voor alles wat het respect van de religieuze minderheden in Syrië aangaat. De minister ziet daar een ernstig risico.

Ik zou graag vernemen wat hij denkt van de grondwetsherziening die door zijn Franse ambtsgenoot als een sinistere maskerade is afgedaan.

Wat denkt de minister van de actie die de heer Kofi Annan onderneemt?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – Sinds mijn onderhoud met twee belangrijke oppositiebewegingen, de Syrische Nationale Raad en het Nationaal Coördinatiecomité, zijn mijn diensten met hen in contact gebleven om ze aan te moedigen een gemeenschappelijk platform uit te werken. Tot nu toe zijn die inspanningen niet met succes bekroond. Alvorens we welke oppositiengroep dan ook erkennen, is het van wezenlijk belang dat er aan een eenheidsplatform wordt gewerkt, dat alle etnische en religieuze groepen van Syrië vertegenwoordigt.

Ik heb die boodschap vorige week in Tunis herhaald op de vergadering van de groep van de Vrienden van Syrië. Het verheugt me dan ook dat de besluiten van de vergadering in Tunis een oproep bevatten aan de Syrische oppositie om zich te verenigen en een representatief coördinatieorgaan op te richten. De Nationale Raad is overigens niet de enige legitieme vertegenwoordiger van de oppositie.

Op de Raad Buitenlandse Zaken van 27 februari heb ik er samen met mijn EU-collega's voor gezorgd dat soortgelijke besluiten werden goedgekeurd. Net als de heer Miller vind ik het van wezenlijk belang dat een eenheidsplatform het respect voor de minderheden en de godsdienstvrijheid verdedigt als basisprincipes voor een democratische Staat.

De toespraak in die zin van de voorzitter van de Syrische Nationale Raad, de heer Ghalioun, in Tunis heeft overigens mijn interesse gewekt. Maar naast verklaringen, zou het nuttig zijn over een document te beschikken tot oprichting van een gemeenschappelijk oppositieplatform.

Over de organisatie van een referendum over de nieuwe Grondwet in een land waar sommige streken zwaar onder druk staan, heb ik de grootste twijfels. Zo zijn bijvoorbeeld hele wijken van de stad Homs van de rest van het land

titre d'exemple, des zones entières de la ville de Homs sont totalement coupées du reste du pays, et les conditions humanitaires sont telles qu'il me paraît totalement irréaliste d'organiser un référendum crédible. J'ajoute que la préparation de ce référendum a été très courte, ce qui rend impossible une campagne qui se veut démocratique.

Le contenu même du référendum pose quelques problèmes, notamment sur le rôle du président – Assad resterait au pouvoir jusqu'en 2028 – et sur les fortes limitations imposées aux partis politiques.

J'ai dit à Tunis que le régime avait emprunté le chemin de la barbarie. Quand on s'engage dans cette voie, on fait rarement marche arrière. Dans ce contexte, je rejoins tout à fait les propos de mon collègue français, Alain Juppé, scandalisé par les images d'un président syrien déposant son bulletin dans l'urne au moment où ses avions bombardaiient des villes de son propre pays.

Bien que je regrette la fin de la mission d'observation de la Ligue arabe, je comprends aussi la décision prise à l'époque vu l'impossibilité de travailler librement et d'avoir accès à toutes les zones sensibles en Syrie. Une mission ne pouvait pas aboutir dans de telles circonstances politiques et matérielles.

Je me réjouis que Kofi Annan ait été désigné à la fois par le secrétaire général des Nations unies et la Ligue arabe. Il disposera d'ailleurs d'un adjoint désigné par la Ligue arabe. Des entretiens ont lieu à New York avant que Kofi Annan ne tente de mener une mission en Syrie même.

Pour le reste, nous avons, au Conseil Affaires étrangères de l'Union européenne, renforcé les sanctions concernant la Syrie en gelant les avoirs de la Banque centrale, en interdisant le commerce de l'or et de certains métaux précieux et en prenant des mesures restrictives à l'égard d'un certain nombre de dirigeants syriens, notamment des ministres, comme le gel d'avoirs ou des restrictions de déplacement.

Des mesures ont aussi été prises concernant le trafic aérien cargo. En revanche, le trafic de passagers reste libre car d'éventuelles évacuations nécessiteront peut-être un certain nombre de moyens de transport.

Pour le reste, nous faisons tout ce qui est possible pour que l'aide humanitaire puisse intervenir sur le terrain, notamment à Homs. Nous précisons malgré tout que nous ne nous laisserons pas duper par certains partenaires sur la scène internationale qui proposent parfois des trêves de courte durée pour permettre l'intervention humanitaire, après quoi reprennent les opérations de bombardement. Cela ne ferait que cautionner l'attitude du régime.

J'attends dans les plus brefs délais les premières conclusions que Kofi Annan pourra tirer de sa mission.

afgesneden en is de humanitaire toestand er van dien aard dat een geloofwaardig referendum er totaal onrealistisch is. Het referendum werd trouwens vlug voorbereid, wat een democratische campagne uitsluit.

De inhoud zelf van het referendum zorgt voor enkele problemen, meer bepaald omtrent de rol van de president – Assad zou tot 2028 aan de macht blijven – en wegens de zware beperkingen die aan de politieke partijen worden opgelegd.

In Tunis heb ik verklaard dat het regime de weg van de barbarij heeft gekozen. Wie die weg opgaat, keert zelden op zijn schreden terug. In dat verband sluit ik me volkomen aan bij het betoog van mijn Franse collega Juppé, die geschokt was door de beelden van een Syrische president die zijn stem uitbrengt op het ogenblik dat zijn vliegtuigen steden in eigen land bombarderen.

Hoewel ik het betrue dat de observatiemissie van de Arabische Liga is afgelopen, begrijp ik haar beslissing, omdat het onmogelijk was vrij te werken en toegang te krijgen tot alle probleemgebieden in Syrië.

Het verheugt me dat Kofi Annan, zowel door de VN-secretaris-generaal als door de Arabische Liga is aangesteld. Hij beschikt trouwens overigens een adjunct die door de Arabische Liga is aangesteld. Eerst voert Kofi Annan gesprekken in New York en daarna tracht hij een missie in Syrië zelf te ondernemen.

De EU-Raad Buitenlandse Zaken heeft verder de sancties tegen Syrië verscherpt door de tegoeden van Syrië bij de Centrale Bank te bevriezen, de handel in goud en edele metalen te verbieden en restrictieve maatregelen ten aanzien van een aantal Syrische leiders, meer bepaald ministers, door hun tegoeden te bevriezen en hun bewegingsvrijheid te beperken.

Er zijn ook maatregelen genomen inzake het luchtvrachtverkeer. Het passagiersverkeer blijft echter vrij, want bij evacuaties moeten er eventueel vliegtuigen ingezet kunnen worden.

Verder doen we alles wat mogelijk is om humanitaire hulp ter plaatse te krijgen, meer bepaald te Homs. We zullen ons desondanks niet laten beettrekken door sommige spelers op de internationale scène die telkens weer een kortstondig staakt-het-vuren voorstellen om humanitair tussenbeide te kunnen komen, waarop vervolgens de bombardementen worden hervat. Dat zou slechts een vrijbrief zijn voor het regime.

Ik kijk uit naar de eerste besluiten die Kofi Annan uit deze missie trekt.

Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur «l'extradition de Hissène Habré vers la Belgique» (n° 5-1844)

M. Richard Miller (MR). – Il y a quelques mois, j'avais transmis au précédent ministre de la Justice une question écrite sur l'organisation du procès de Hissène Habré sur le territoire belge, afin d'en savoir davantage sur les aspects techniques et financiers du procès, si celui-ci devait avoir lieu dans notre pays. Toutefois, cette question écrite n'a plus lieu d'être étant donné le refus récent de cette extradition par la justice sénégalaise.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dakar a en effet refusé le 10 janvier dernier l'extradition vers la Belgique de Hissène Habré. Alors que l'ancien dictateur tchadien est accusé de crimes contre l'humanité, tortures, arrestations arbitraires et enlèvements, la chambre d'accusation estime que la demande de la Belgique serait irrecevable car non conforme en raison du fait que « la copie du mandat d'arrêt international [contre Habré] versée au dossier n'est pas authentique ».

À la suite de ce refus, notre pays a réintroduit pour la quatrième fois une demande d'extradition à l'encontre de l'ancien dictateur tchadien. Je soutiens entièrement la démarche et souhaite évidemment qu'elle puisse aboutir à cette extradition et à la mise en place d'un procès équitable dans notre pays, afin que justice puisse être rendue à toutes les victimes tchadiennes de cette dictature. Je suis par ailleurs heureux de constater que le gouvernement tchadien privilégie la tenue du procès dans notre pays.

Néanmoins, je ne peux que déplorer l'attitude de la justice sénégalaise. Alors que l'Union africaine a chargé en 2006 le Sénégal d'organiser le procès, la justice sénégalaise n'a jamais tenu son engagement. Le délai de trois ans qu'elle demandait afin d'organiser le procès de manière efficace est largement dépassé. Il semblerait qu'il y ait un manque de volonté politique au Sénégal pour mener à bien la tenue de ce procès.

Monsieur le ministre, quelle est votre réaction face au reproche de non-authenticité du dossier ? En quoi cette quatrième demande d'extradition est-elle différente des trois précédentes ?

Il me semble que toutes les consignes ont été jusqu'à présent scrupuleusement respectées : mandat d'arrêt international, transmission de la demande par les services des Affaires étrangères...

Considérez-vous ce refus de la part de la cour d'appel de Dakar comme « une volonté de sabotage du côté du gouvernement sénégalais ou, au minimum, une tentative de décourager la Belgique », pour reprendre les termes d'une journaliste du quotidien *Le Soir*, Mme Kiesel ? En effet, selon l'article, les ministres sénégalais des Affaires étrangères et de la Justice seraient les anciens avocats de Hissène Habré. Si cela s'avère, il ne serait pas étonnant que la justice

Vraag om uitleg van de heer Richard Miller aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over «de uitlevering van Hissène Habré aan België» (nr. 5-1844)

De heer Richard Miller (MR). – Enkele maanden geleden heb ik een schriftelijke vraag gesteld aan de vorige minister van Justitie over de organisatie van het proces tegen Hissène Habré op Belgisch grondgebied. Ik wou meer vernemen over de technische en financiële aspecten van het proces, mocht het in België worden gevoerd. Die schriftelijke vraag is niet langer van toepassing, daar de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep van Dakar op 10 januari jongstleden geweigerd heeft de man uit te leveren.

Terwijl de gewezen dictator van Tsjaad beschuldigd is van misdaden tegen de menselijkheid, martelen, willekeurige aanhoudingen en ontvoeringen, oordeelt de kamer dat het verzoek van België onontvankelijk is wegens niet conform; na verluidt, is de kopie van het internationaal aanhoudingsmandaat tegen Habré dat aan het dossier is toegevoegd, niet authentiek.

Ingevolge die weigering heeft ons land een vierde keer een verzoek tot uitlevering tegen de gewezen dictator van Tsjaad ingediend. Ik steun die aanpak volkomen en wens uiteraard dat een en ander resulteert in een daadwerkelijke uitlevering en in een billijk proces in ons land, zodat voor alle slachtoffers van de dictatuur in Tsjaad recht kan geschieden. Het verheugt me overigens dat de regering van Tsjaad er de voorkeur aan geeft dat het proces in ons land wordt gevoerd.

De houding van het Senegalese gerecht kan ik echter alleen maar betreuren. Terwijl de Afrikaanse Unie Senegal in 2006 belast heeft met de organisatie van het proces, is het Senegalese gerecht zijn belofte nooit nagekomen. De termijn van drie jaar waarom het had verzocht om het proces doeltreffend te kunnen organiseren, is ruimschoots verstreken. Blijkbaar ontbreekt het aan de politieke wil in Senegal om dat proces tot een goed einde te brengen.

Mijnheer de minister, hoe reageert u op de aantijging dat het dossier niet authentiek is ? Waarin verschilt het vierde uitleveringsverzoek van de drie vorige ?

Het komt me voor dat alle instructies nauwgezet werden gerespecteerd: uitvaardiging van een internationaal aanhoudingsmandaat, de overlegging van het uitleveringsverzoek door de diensten van Buitenlandse Zaken ...

Ziet u in de weigering van het hof van beroep te Dakar een teken dat de Senegalese regering de zaak wil saboteren of minstens toch België wil ontmoedigen, om de bewoordingen over te nemen van mevrouw Kiesel, journalist bij *Le Soir*? Volgens haar artikel zouden de Senegalese ministers van Buitenlandse Zaken en van Justitie de gewezen advocaten van Hissène Habré zijn. Mocht dat waar blijken, dan hoeft het niet te verwonderen dat het Senegalese gerecht uitvluchten zoekt om elke uitlevering te vermijden.

Hebt u contact opgenomen met de ambassadeur van Senegal

sénégalaise utilise des subterfuges afin d'éviter toute extradition.

Enfin, avez-vous pris contact avec l'ambassadeur sénégalais en Belgique afin de discuter de cette problématique ?

Signalons que, ce vendredi, se tiendra à Bruxelles une manifestation à ce sujet.

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes. – Nos demandes d'extradition adressées au Sénégal depuis 2005 ont toutes parfaitement respecté les règles de forme prescrites par la législation sénégalaise en matière d'extradition. La Belgique a bien transmis aux autorités sénégalaises les pièces requises par leur législation, soit le mandat d'arrêt à l'encontre de M. Habré et la législation belge et internationale applicable aux faits qui lui sont reprochés. Les originaux de ces pièces étaient joints à la première demande d'extradition du 22 septembre 2005. Ces documents originaux sont toujours en possession des autorités sénégalaises. Les deuxième, troisième et quatrième demandes d'extradition, respectivement adressées auxdites autorités les 15 mars 2011, 5 septembre 2011 et 17 janvier 2012, comprenaient des copies certifiées conformes dûment légalisées de ces documents, équivalant à l'expédition authentique.

L'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dakar du 18 août 2011 déclarant irrecevable la deuxième demande d'extradition se fondait sur l'absence des documents requis par la législation sénégalaise relative à l'extradition en annexe à la note verbale belge du 11 juillet 2011. Or cette note verbale ne faisait que rappeler, en l'absence de toute réaction du Sénégal, la note verbale belge du 15 mars 2011, à laquelle étaient bien annexés les documents requis en copie certifiée conforme dûment légalisée, valant deuxième demande d'extradition.

En ce qui concerne l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dakar du 10 janvier 2012 déclarant irrecevable la troisième demande d'extradition, il semble que les pièces annexées à la note verbale belge du 5 septembre 2011 remises par la voie diplomatique habituelle aux autorités sénégalaises n'aient pas été transmises telles quelles à la juridiction sénégalaise compétente mais sous forme de photocopies.

On peut s'étonner de ces refus successifs pour des prétendus vices de forme alors que la Belgique a scrupuleusement respecté les règles prescrites par la législation sénégalaise relative à l'extradition. Je ne veux toutefois pas y voir une volonté de sabotage. En concertation étroite avec ma collègue la ministre de la Justice, je continuerai – sans me laisser décourager – à demander au Sénégal le respect de son obligation de poursuivre lui-même M. Habré ou de l'extrader vers la Belgique, afin que justice soit rendue aux victimes, dont certaines sont belges d'origine tchadienne, sur la base des plaintes déposées par celles-ci en 2000 et 2001.

Cette obligation découle du droit international conventionnel et coutumier et non du mandat donné par l'Union africaine au Sénégal. C'est dans cette même optique que le gouvernement belge a saisi en février 2009 la Cour internationale de justice du différend l'opposant au Sénégal dans le cadre de cette affaire. Les audiences sur le fond se tiendront au siège de la

in België om over de problematiek van gedachten te wisselen? Ik wijs erop dat nu vrijdag hiervoor in Brussel wordt betoogd.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken. – De uitleveringsverzoeken die we sinds 2005 aan Senegal richten, voldoen perfect aan alle vormvereisten in de Senegalese wetgeving betreffende uitleveringen. België heeft wel degelijk alle in het Senegalees recht vereiste stukken aan de Senegalese autoriteiten overgelegd: het internationaal aanhoudingsmandaat tegen de heer Habré en de Belgische en internationale wetgeving die van toepassing is op de feiten die hem ten laste worden gelegd. De originele stukken zijn aan het eerste uitleveringsverzoek van 22 september 2005 toegevoegd en zijn nog steeds in handen van de Senegalese autoriteiten. Het tweede, derde en vierde uitleveringsverzoek, respectievelijk op 15 maart 2011, 5 september 2011 en 17 januari 2012 aan dezelfde autoriteiten overgelegd, bevatten voor eensluidend verklaarde en naar behoren gelegaliseerde afschriften die derhalve gelden als authentieke uitgaven.

Het arrest van 18 augustus 2011 van de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep in Dakar waarbij het tweede uitleveringsverzoek onontvankelijk is verklaard, is gegrond op het ontbreken van de krachtens de Senegalese wet vereiste documenten als bijlage bij de Belgische verbale nota van 11 juli 2011. Bij ontstentenis van enige reactie van Senegal werd in die verbale nota enkel herinnerd aan de verbale nota van ons land van 15 maart 2011, waaraan de vereiste voor eensluidend verklaarde en naar behoren gelegaliseerd afschriften waren toegevoegd, zodat die nota geldt als tweede uitleveringsverzoek.

Uit het arrest van 10 januari 2012 van de kamer van inbeschuldigingstelling van het hof van beroep in Dakar waarbij het derde uitleveringsverzoek onontvankelijk is verklaard, blijkt dat de aan de verbale nota van 5 september 2011 toegevoegde stukken die langs diplomatieke aan de Senegalese autoriteiten werden bezorgd, niet als dusdanig maar als fotokopie aan het Senegalese gerecht zijn overgelegd.

De opeenvolgende weigeringen vanwege vermeende vormgebreken wekken onze verwondering, aangezien België de door de Senegalese wet voorgeschreven regels inzake uitlevering nauwgezet heeft gerespecteerd. Ik wil hierin echter geen opzettelijke sabotage zien. In nauw overleg met mijn collega van Justitie zal ik Senegal blijven verzoeken zijn plicht om de heer Habré te vervolgen na te komen ofwel betrokken aan België uit te leveren, zodat recht kan geschieden voor de slachtoffers, onder wie sommige Belg zijn afkomstig uit Tsjaad, op grond van de klachten die de slachtoffers in 2001 en 2002 hebben ingediend.

Die verplichting vloeit voort uit het internationaal verdrags- en gewoonerecht en niet uit het mandaat dat de Afrikaanse Unie Senegal heeft gegeven.

Cour à La Haye du 12 au 21 mars prochain ; une décision de la Cour est attendue dans quelques mois.

Par ailleurs, je tiens à souligner que nos efforts sont soutenus par l'Union européenne qui a récemment effectué une démarche auprès des autorités sénégalaises, soulignant l'importance qu'elle attache au fait que M. Habré soit soumis sans délai à un procès équitable.

Mon département est en contact régulier avec l'ambassade du Sénégal à Bruxelles, laquelle a toujours fait preuve d'une attitude constructive vis-à-vis des autorités belges.

(*La séance est levée à 11 h 40.*)

In dezelfde optiek heeft België in februari 2009 zijn geschil met Senegal in deze zaak bij het Internationaal Gerechtshof aanhangig gemaakt. De zittingen ten gronde hierover vinden plaats van 12 tot 21 maart in de zetel van het Hof in den Haag; de beslissing van het Hof wordt verwacht binnen enkele maanden.

Onze inspanningen genieten overigens de steun van de Europese Unie die onlangs bij de Senegalese autoriteiten tussenbeide is gekomen om te beklemtonen hoeveel belang ze wel hecht aan een billijk proces voor de heer Habré.

Mijn departement heeft geregelde contact met de ambassade van Senegal te Brussel; ze heeft zich altijd constructief opgesteld tegenover de Belgische autoriteiten.

(*De vergadering wordt gesloten om 11.40 uur.*)